

**Directeurs-Gérants :**  
**F. DE RODAYS** & **A. PÉRIER**  
 Rédacteur en chef. Administrateur.

**SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :**  
**Gaston CALMETTE**

**TÉLÉPHONE :** 102.46 Rédaction  
 102.47 Administration

**ANNONCES ET RÉCLAMES**  
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

# LE FIGARO

**H. DE VILLEMESSANT**  
 Fondateur

**RÉDACTION**  
**ADMINISTRATION — PUBLICITÉ**  
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS

**ABONNEMENT**

	Trois Mois	Six Mois	Un An
Seine, Seine-et-Oise.	15	30	60
Départements.	18	37	75
Union Postale.	21	43	88

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

## DOSSIER DE L'ENQUÊTE

### DE LA

### COUR DE CASSATION

(SUITE)

Nous continuons la publication de l'enquête de la Chambre criminelle de la Cour de cassation par les trois documents suivants :

La déposition de M. Raymond Poincaré, député de la Meuse, qui était ministre au moment de l'affaire Dreyfus, en 1894-1895 ;

La déposition de M. Jules Develle, ancien ministre des affaires étrangères ;

La première partie de la déposition du général Roget, qui était directeur du cabinet de M. Cavaignac, ministre de la guerre, au moment du suicide du colonel Henry.

### DÉPOSITION DE M. POINCARÉ

**Le président.** — Vous étiez ministre en 1894, au moment des poursuites contre Dreyfus.

Voudriez-vous dire à la Cour ce que vous savez de ces poursuites, ainsi que des aveux qui auraient été recueillis, le jour de la dégradation de Dreyfus, par le capitaine Lebrun-Renaud ?

**M. Poincaré.** — Je ne suis pas à même de me prononcer sur le fond de l'affaire soumise à l'examen de la Cour. J'ai fait connaître publiquement les choses essentielles qui ont été à ma connaissance.

J'étais ministre des finances dans le cabinet de 1894-1895. J'ai appris l'arrestation du capitaine Dreyfus par un article de journal. J'ai provoqué, le jour même, des explications de la part du président du Conseil et de M. le ministre de la guerre.

Le général Mercier a apporté le bordereau au ministère de l'intérieur, dans une réunion à laquelle j'assistais ; il nous a dit que cette pièce paraissait avoir été écrite par le capitaine Dreyfus, que les documents qui y étaient visés ne paraissaient pas avoir été livrés par d'autres que par lui.

Une troisième preuve vous a été indiquée : c'est l'épreuve de la dictée qui avait été faite pendant l'instruction dirigée par M. du Paty de Clam.

On ne nous a montré aucune autre autre pièce, ni indiqué alors aucune autre preuve.

Mes souvenirs sur ce point concordent avec ceux de mes collègues Delcassé et Leygues, qui m'ont confirmé les leurs dans beaucoup de conversations, et avec ceux de M. Barthou, qui en a témoigné publiquement à la Chambre des députés.

J'ajoute que, depuis que j'ai fait cette déclaration publique à cet égard, M. Dupuy m'a répété, devant M. Barthou, que tout ce que j'avais dit était la vérité.

Le général Mercier, que j'ai rencontré il y a quelques jours, m'a fait la même déclaration et a ajouté que lui-même avait déjà donné ces renseignements à la Cour de cassation, dans sa déposition.

Il ne nous a pas été dit, alors, d'une communication de pièces secrètes faite en Chambre du Conseil ou en Conseil de guerre.

Si l'autorisation d'une communication de ce genre avait été demandée au gouvernement, personnellement, et pour ma part, je ne l'aurais certainement pas donnée.

**Le président.** — Avez-vous appris, depuis, qu'une telle communication aurait été faite ?

**M. Poincaré.** — Je n'en ai aucune preuve personnelle. Je sais seulement qu'une conversation à ce sujet a eu lieu, au moment du procès Zola, entre le général Mercier et M. Dupuy.

La Cour pourra, si elle le juge à propos, entendre M. Dupuy.

A ce moment, j'ai vu, à plusieurs reprises, le général Mercier. Il est venu me voir avant les débats du procès Zola. Il ne m'a point parlé d'une communication faite en chambre du Conseil. Il m'a seulement dit qu'il y avait au ministère de la guerre des preuves de la culpabilité de Dreyfus, postérieures au procès de 1894.

En ce qui concerne la question des aveux, les déclarations que j'ai faites à la Chambre ayant été travesties, dans les deux cas d'ailleurs, j'ai besoin de les préciser et de les compléter.

A plusieurs reprises, des journaux avaient affirmé que M. le Président de la République et M. Charles Dupuy avaient reçu la visite de M. le capitaine Lebrun-Renaud, et que ce dernier leur avait apporté les aveux de Dreyfus.

Je ne puis rien dire de la visite à M. Casimir-Perier. Celui-ci n'ayant pas cru devoir s'expliquer jusqu'ici sur cette affaire, la Cour appréciera si elle le doit entendre.

En ce qui concerne la visite de M. Dupuy, je dois dire que le capitaine Lebrun-Renaud avait été envoyé chez le président du Conseil, non seulement pour s'expliquer sur les conversations qui lui étaient prêtées, mais aussi pour recevoir l'ordre de ne plus causer avec des journalistes, car on redoutait la mise en cause d'une puissance étrangère.

Il n'a rien dit à M. Dupuy au sujet des aveux.

Il n'est point exact, comme on l'a imprimé d'un certain côté, qu'il ait dit qu'il n'y en avait pas eu. Il n'est pas plus exact qu'il ait dit qu'il y en avait eu.

Voir le Figaro du 31 mars, 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3 avril, donnant le dossier de l'enquête de la Cour de cassation.

Le 6 novembre dernier, un journal du matin ayant affirmé que M. Dupuy avait reçu de M. Lebrun-Renaud, après la dégradation, le rapport des aveux, j'ai écrit à M. Dupuy pour lui dire qu'au milieu de tous les mensonges qui obscurcissent l'examen de cette affaire, il me semblait qu'il était nécessaire que tous ceux qui étaient détenteurs d'une parcelle quelconque de vérité se résolussent à la dire.

Il m'a répondu qu'il saisi la première occasion de dire ce qui était.

**Le président.** — Lorsque le général Mercier vous a fait connaître les soupçons qui pesaient sur le capitaine Dreyfus et vous a montré le bordereau, vous a-t-il dit qu'il existait au ministère de la guerre d'autres documents qui fussent de nature à établir la culpabilité de cet officier ?

**M. Poincaré.** — Il ne nous a parlé d'aucun autre document ; comme je le disais tout à l'heure, il m'a depuis lors parlé de preuves postérieures.

J'ai demandé un jour, devant un certain nombre de mes collègues, à M. Cavaignac, si le dossier secret était antérieur ou postérieur à la condamnation. Il ne m'a pas répondu.

J'ai également, sous le ministère Méline, et à plusieurs reprises, dit aux membres de ce gouvernement, que mes amis et moi, en 1894, nous n'avions pas connu d'autres charges que le bordereau, et que, maintenant qu'il semblait douteux que le bordereau eût été écrit par Dreyfus, il nous était impossible de ne pas avoir la conscience très troublée.

Un soir, après un dîner chez Mme Carnot, le général Billot, à qui je faisais part de mes inquiétudes, m'a répondu qu'il était convaincu de la culpabilité de Dreyfus, mais qu'il ne serait nullement étonné qu'Esterhazy eût également trahi.

Il m'a même dit qu'il ne serait pas surprenant qu'il y eût eu un troisième coupable.

Cette conversation avait eu lieu avant la comparution d'Esterhazy devant le Conseil de guerre.

**Le président.** — Est-ce que le témoin a conservé l'impression qu'il y eût, dans les paroles de M. Billot, l'indication d'une hypothèse de complicité ?

**M. Poincaré.** — Il ne m'a donné, à cet égard, aucun renseignement.

Il m'est revenu qu'avant cette conversation, le général Billot avait eu, momentanément, des doutes sur la culpabilité de Dreyfus ; il est certain qu'à ce moment il n'en avait pas.

La Cour pourrait entendre sur ce point le général Billot, le général de Torny et les ministres de 1896, particulièrement M. Barthou.

**Le président.** — Avez-vous d'autres souvenirs intéressants à communiquer à la Cour sur l'affaire Dreyfus ?

**M. Poincaré.** — Je n'ai malheureusement et ne puis avoir que des impressions, et ce ne sont que ceux mêmes qui devraient être les plus renseignés n'ont pas autre chose.

M. Dupuy nous a dit récemment, à M. de Lanesseau et à moi : *Je commence à croire que nous pouvons avoir été victimes d'une immense mystification, en 1894*, ou bien, car je n'oserais pas préciser : *Je me demande si nous n'avons pas été victimes...* etc. Mais ce ne sont là que des conversations privées, que je ne répute que par scrupule de vérité et qui n'ont évidemment rien de démonstratif.

J'ajoute que, ces inquiétudes, nous en avons souvent échangé l'expression, avec M. Barthou, M. Leygues, M. Delcassé, M. Guérin, M. Dupuy, M. Develle qui avait été ministre des affaires étrangères avant l'affaire Dreyfus et qui, je crois, avait eu l'occasion de connaître la pièce : *« Ce canaille de D. »*

Je crois que M. Develle pourrait donner à la Cour des détails intéressants.

**Le président.** — Il a été parlé récemment d'un incident qui aurait provoqué, en 1894, soit avant, soit au moment même de l'arrestation de Dreyfus, une vive émotion dans le monde diplomatique. Pourriez-vous donner, en tant que cet incident se rattacherait à l'affaire Dreyfus, quelques renseignements à cet égard ?

**M. Poincaré.** — Je répète que nous n'avons connu que le bordereau. Je n'ai jamais entendu parler de pièces prises et restituées à des gouvernements étrangers.

La lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : R. POINCARÉ.

### DÉPOSITION DE M. DEVELLE

28 DÉCEMBRE 1898

**M. le président.** — Voudriez-vous dire à la Cour ce que vous savez de l'affaire Dreyfus et de ses origines ?

**M. Develle.** — Je n'ai pas de renseignements à donner à la Cour sur l'affaire Dreyfus ; je ne faisais pas partie du cabinet Méline. Je me suis entretenu de l'affaire avec plusieurs anciens ministres, mais la Cour les a entendus ou va les entendre, et leurs déclarations seront plus précises que mes souvenirs.

En 1893, au mois d'août ou de septembre, lorsque j'étais ministre des affaires étrangères, j'ai eu connaissance d'une lettre de la personne que vous désignez par l'initiale D adressée à celle que vous désignez A et qui se terminait par une phrase dans laquelle se trouvait l'initiale D.

Je crois savoir qu'au ministère de la guerre on avait prononcé à cette occasion le nom de Dreyfus sans prétendre cependant que l'initiale D dissimulât son nom.

J'ai fait observer, d'ailleurs, que cette lettre n'avait pas trait à des choses militaires et que l'initiale D ne paraissait pas devoir s'appliquer à un officier.

Ce fait avait frappé mon esprit, parce que bien que je ne connusse pas le capitaine Dreyfus, j'avais eu des relations avec son beau-frère et sa sœur qui habitaient Bar-le-Duc.

J'ai cru devoir signaler ce fait à la Cour parce qu'il prouve que l'initiale D, qui se rencontre dans les correspondances A et B ne désigne pas nécessairement Dreyfus. D'ailleurs, je crois que des officiers, dont le nom commence par D, ont eu des relations avec A : ce sont MM. Dorval et Domin de Rosière.

Quant à M. B. qui a nié avoir eu aucune relation avec Dreyfus, la Cour trouvera dans le dossier diplomatique une dépêche Chiffre, je crois, de la fin de 1897. La Cour pourrait recueillir des renseignements importants sur l'attitude et les démarches faites par le colonel Henry au ministère des affaires étrangères, au sujet de cette dépêche, et je prends respectueusement la liberté de lui indiquer le nom de M. Paléologue, qui était chargé des relations du ministère des affaires étrangères avec le ministère de la guerre.

**Demande d'un conseiller.** — Le témoin pourrait-il indiquer le nom de l'attaché qui lui aurait dit que D... désignait le capitaine Dreyfus.

**M. Develle.** — C'est M. Delarochette. L'incident se serait passé de la manière suivante :

« On m'apporta une lettre de B... à la fin de laquelle se rencontrait l'initiale D... L'attaché de service me dit que l'on interprétait ce D... par Dreyfus. Je répondis immédiatement que cela paraissait peu vraisemblable, puisqu'il ne s'agissait pas dans cette lettre de choses militaires.

Et, sur ma demande, si le nom de Dreyfus figurait dans le corps de la lettre, cet attaché me répondit : « On a prononcé le nom de Dreyfus, mais sans avoir l'air d'y attacher d'importance. »

J'avais cru, pendant quelque temps, que cette pièce, qui contenait l'initiale D, pouvait être une des pièces secrètes qu'on prétendait avoir été communiquées au Conseil de guerre. Je suis allé voir le général Billot, au mois de mars 1898, dans son cabinet. Il m'a répondu qu'il n'avait pas connaissance de cette lettre.

Du reste, a-t-il ajouté, la culpabilité de Dreyfus est établie par des lettres échangées entre A et B, qui se donnent rendez-vous pour prendre connaissance de documents qui lui ont été remis par D. Ce D, c'est Dreyfus, et son nom est écrit en toutes lettres dans d'autres pièces.

Le général Billot a ajouté :

*« Je ne doute pas de la culpabilité de Dreyfus. Il nous a fallu plus d'un mois pour classer et mettre en ordre les pièces qui composent le dossier de trahison. »*

*« Mon successeur pourra en deux heures constater que Dreyfus est coupable. Quant à moi, je crois bien qu'Esterhazy l'est aussi. »*

**Le président.** — Avez-vous jamais entendu le général Mercier s'expliquer sur la communication de pièces secrètes, qui aurait été faite, par son ordre, au Conseil de guerre ?

**M. Develle.** — Je n'ai jamais eu personnellement de conversation avec le général Mercier à ce sujet.

**Le président.** — Pouvez-vous nous donner quelques explications sur le service du bureau des renseignements ?

**M. Develle.** — Je puis exprimer l'opinion que est celle de tous les ministres des affaires étrangères et de l'intérieur, et de tous les préfets de police qui sont unanimes à dire que le service des renseignements au ministère de la guerre est l'un des plus mal organisés de l'administration française.

J'en ai plusieurs exemples. L'absence de contrôle a conduit fréquemment les agents de ce service à des imprudences qui pouvaient gravement compromettre le pays. Les correspondances recueillies ou envoyées par eux sont souvent insignifiantes et ne paraissent pas toujours sincères.

**Le président.** — Pourriez-vous nous citer quelques cas dans lesquels vous auriez été à même de constater que certaines correspondances n'étaient pas sincères.

**M. Develle.** — Il m'est difficile de préciser. Mais il est arrivé fréquemment qu'en lisant des rapports des agents secrets, nous avons eu l'impression, au ministère des affaires étrangères, que ces appréciations étaient erronées ou exagérées.

**Le président.** — Votre réponse s'applique aux rapports des agents employés par le ministère de la guerre. Mais ma question portait sur la sincérité de certaines correspondances qui vous étaient communiquées.

**M. Develle.** — Personnellement, lorsque j'étais au ministère des affaires étrangères, je n'ai pas fait faire d'enquête pour établir la sincérité des documents qui m'avaient été adressés.

**Le président.** — Avez-vous eu connaissance, pendant votre ministère, de la pièce « Ce canaille de D. » pièce que quelques témoins ont dit être de 1893 et même de 1891.

**M. Develle.** — Je croyais que la pièce était de 1894 et je n'en ai jamais eu connaissance.

La lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : J. DEVELLE.

### DÉPOSITION DE M. LE G<sup>ral</sup> ROGET

21 NOVEMBRE 1898

**Le président.** — Les ministres de la guerre que nous avons entendus vous ont désigné, général, comme ayant une connaissance parfaite des divers incidents de l'affaire Dreyfus et comme étant en situation de fournir à la Cour des renseignements complets sur cette affaire et sur la culpabilité de Dreyfus.

Voudriez-vous nous dire ce que vous savez ?

**Le général Roget.** — Je n'ai été mêlé en rien à l'affaire Dreyfus.

Je commandais un régiment en province quand elle a eu lieu ; j'ai quitté le ministère avant la découverte du bordereau et sans avoir rien soupçonné de ce qui se passait avant mon départ. Je peux ajouter que j'ai appris tout récemment seulement que mon nom avait été mêlé au procès ; je n'y ai point été mêlé.

Je suis revenu au ministère trois ans après, appelé par un travail spécial devant se faire pendant l'hiver 1897-1898, et qui exigeait certaines connaissances techniques que j'avais comme ancien sous-chef du 4<sup>e</sup> bureau. Je ne savais rien de ce qui s'était passé dans l'inter-valle.

Je connaissais à peine M. Picquart, et je ne savais pas pourquoi il avait quitté le ministère.

L'affaire Esterhazy s'est engagée sans que je sache rien, et jusqu'au moment du procès Zola (assisté de la Seine) je ne savais rien de ce que j'avais pu lire dans les journaux.

J'ai assisté aux audiences de ce procès, et quand il a été fini (j'avais des loisirs à ce moment), j'ai fait une enquête personnelle pour éclairer ma propre conscience et pour tirer au clair quelques points qui m'avaient paru obscurs.

J'ai été autorisé par mes chefs à faire cette enquête et on m'a donné toutes facilités pour la faire.

Plus tard, à raison de la connaissance que j'avais ainsi acquise, j'ai été désigné comme chef de cabinet du ministre ; j'ai été nommé par décret du 8 juillet, au lendemain du discours de M. Cavaignac, et j'ai été successivement chef de cabinet de M. Cavaignac et de M. le général Zurlinden. C'est ainsi que j'ai été mêlé à tous les incidents qui se sont passés sous les deux ministères, notamment à la découverte du faux Henry, à l'envoi devant un Conseil d'enquête d'Esterhazy, à la mise en retrait d'emploi du lieutenant-colonel du Paty.

J'ai donc fait une enquête pour éclairer ma propre conscience : je vais en parler ; je suis remonté à cet effet jusqu'aux premiers actes d'espionnage dont j'ai pu saisir la trace dans les dossiers, c'est-à-dire jusqu'en 1887.

J'ai constaté ainsi que certaines puissances se livraient ouvertement à l'espionnage en France, et notamment qu'il y avait eu, à certains moments, tellement au grand jour que le gouvernement français finit par s'en rendre compte et par demander le rappel d'un attaché militaire.

Les successeurs de cet attaché militaire procédaient avec plus de discrétion et se servaient d'intermédiaires : c'est ainsi qu'eut lieu en 1892 l'affaire de l'espion Groiner, qui fut condamné à vingt ans de travaux forcés par la Cour d'assises de la Seine. Cette affaire montra qu'un attaché militaire, capitaine B..., faisait de l'espionnage pour le compte de certaines puissances européennes.

L'affaire Greiner ayant eu lieu en 1892, je crus devoir exclure de mon examen tous les actes de trahison antérieurs au milieu de 1892, et qui pouvaient être légitimement imputés à Groiner.

J'ai reconnu depuis, cependant, que cette exclusion était trop générale et que certains actes de trahison antérieurs à 1892 pouvaient être imputés à d'autres qu'à lui, et qu'il y avait présomption, notamment pour certains, qu'ils pouvaient être attribués à Dreyfus.

Pendant les années 1892 et 1893, la correspondance au ministère de la guerre traite surtout des plans directeurs des places fortes. J'ai pu constater simplement, en ce qui concerne ces actes de trahison, que Dreyfus avait eu la possibilité d'avoir ces plans directeurs. A la fin de l'année 1893, le 27 décembre, un télégramme, envoyé de la capitale d'un pays voisin, et adressé à un agent étranger à Paris, dit textuellement : *« Chose... aucun signe d'état-major (télégramme rédigé en langue étrangère et au clair). »*

En janvier 1894, on saisit une pièce, écrite dans la même langue, qui semble être le brouillon d'un rapport adressé à un gouvernement étranger.

M. Picquart a parlé de cette pièce, dont il reconnaît l'authenticité, dans un rapport qu'il a adressé au garde des sceaux. Mais, il l'a citée de mémoire, en en altérant gravement le texte et le sens.

Le texte exact est celui-ci :

*Doute. Preuve. Lettre de service, situation dangereuse pour moi avec un officier français. Ne pas conduire personnellement de négociations. Apporter ce qu'il a. Absolument. Bureau des renseignements (ces mots écrits en français). Aucune relation corps de troupes. Importance seulement sortant du ministère. Déjà quelque part ailleurs.*

Il semble ressortir de ce texte que l'agent étranger dont il s'agit répond au télégramme du 27 décembre 1893, dans lequel on paraissait manifester des doutes sur l'origine des choses envoyées.

Il semble aussi en ressortir qu'il est en relation avec un officier français, qu'il trouve la situation dangereuse (se rappelant les incidents qui se sont passés précédemment), qu'il ne veut pas conduire personnellement de négociations, mais se faire apporter ce qu'il a.

M. Picquart a introduit dans ce texte une expression qui n'y est pas : *« officier de troupes »* et une idée qui n'y est pas davantage, celle de : *« il n'y a aucun intérêt à avoir... »* En conclusion, par suite, que le correspondant avait reçu des propositions d'un officier de troupes, qu'il se demande s'il y a intérêt à entrer en relation avec lui, et qu'il l'estime, en tout cas, qu'il n'y a pas d'intérêt à avoir des relations avec un officier de troupes.

Or le texte exact est : *« aucune relation corps de troupes »*, ce qui ne peut s'entendre que des relations de celui qui écrit ou de celui dont il parle, et établit, soit pour l'un, soit pour l'autre, qu'il n'a

pas de relations avec des corps de troupes.

Après cette pièce, j'ai vu, dans l'ordre où elle se trouve au dossier, une lettre du 16 avril 1894, cette pièce est bien connue sous l'appellation de : *« Cette canaille de B... »*

Tout ce que je peux en dire, c'est que l'initiale D peut désigner Dreyfus et que Dreyfus a eu la possibilité d'avoir les plans directeurs dont il est question.

C'est tout ce que je peux dire.

M. Picquart a parlé de cette pièce dans son rapport au garde des sceaux, et il en a fait un commentaire dans lequel je trouve trois inexactitudes graves.

La première, c'est qu'il attribue la lettre à l'un des correspondants, tandis qu'elle est de l'autre ; il attribue la lettre à B... tandis qu'elle est de A... Et cette erreur d'attribution rend la lettre inexplicable dans une certaine mesure. Les plans directeurs intéressent la puissance à laquelle appartient B. On comprend que A les envoie à B, on ne comprend pas que B les envoie à A.

La seconde erreur est que tout le commentaire de la pièce repose sur l'hypothèse qu'il y a des plans directeurs au 1<sup>er</sup> bureau de l'état-major de l'armée.

Or, en principe, il n'y en a pas.

Le 1<sup>er</sup> bureau n'est pas une des parties prenantes auxquelles il est délivré des plans directeurs ; il ne peut en avoir que si le gouverneur d'une place, en établissant le journal de mobilisation de la place (journal qui est vérifié au 1<sup>er</sup> bureau) y a joint un plan directeur. L'argumentation qu'on fait à ce sujet repose un peu sur le vide.

Je ne sais pas si du Paty a fait un commentaire : je ne l'ai trouvé nulle part, et il n'existe certainement pas au ministère de la guerre, actuellement.

Ce qu'il y a de certain, c'est que l'argumentation de Picquart, comme celle de du Paty (s'il en a fait une), repose sur une simple hypothèse.

Quant aux feuilles des plans directeurs, elles n'ont certainement pas plus de 20 centimètres sur 25 et peuvent se mettre facilement dans une poche, et douze feuilles de plans directeurs ne forment pas un très gros paquet.

Il y a ensuite une pièce dans laquelle B dit à A qu'il va recevoir l'organisation militaire des chemins de fer français.

Cette pièce peut désigner Dreyfus, parce que Dreyfus avait été stagiaire au 4<sup>e</sup> bureau de l'état-major général de l'armée dans le semestre précédent (2<sup>e</sup> semestre 1893), qu'il était stagiaire au réseau de l'Est, le plus important de tous puisque tous les mouvements de concentration aboutissent sur ce réseau, et parce qu'on avait fait aux stagiaires, dans ce semestre (au mois de décembre), des conférences sur l'organisation militaire des chemins de fer, conférences auxquelles je présidais.

La pièce a été saisie en avril 1894. Elle pouvait remonter à une date plus éloignée.

Les stagiaires qui étaient au 1<sup>er</sup> bureau à ce moment (1<sup>er</sup> semestre 1894) n'étaient pas en mesure de fournir un document de quelque valeur sur l'organisation des chemins de fer ; ils n'avaient, dans tous les cas, pas assisté aux conférences sur cette organisation qu'on leur faisait en fin de stage ; enfin, il n'y avait parmi ces stagiaires que deux officiers d'artillerie, les capitaines Meno et Ducrocq, et ces officiers servent encore actuellement comme titulaires au 4<sup>e</sup> bureau de l'état-major de l'armée, ce qui prouve suffisamment la confiance qu'ils inspirent.

Une autre pièce qui semble prouver que l'agent étranger A avait, au 2<sup>e</sup> bureau de l'état-major de l'armée, un ami avec lequel il avait des relations suspectes, est la lettre dans laquelle il est parlé du colonel Davignon.

Le sens de cette lettre est à peu près le suivant :

*Je viens encore d'écrire au colonel Davignon ; si vous avez occasion de parler de la question avec votre ami, faites-le particulièrement en façon que Davignon ne vienne pas à le savoir.*

Après cette pièce, on saisit le bordereau vers la fin de septembre 1894 (entre le 20 et le 25 septembre).

Cette pièce, dont j'ai fait une étude spéciale en cherchant les documents originaux se rapportant aux travaux faits à l'état-major de l'armée en 1894, et dont j'ai fait aussi un long commentaire, a fait naître en moi la conviction absolue qu'elle émane d'un officier de l'état-major de l'armée, tant elle reproduit bien, en ce qu'elle a de technique, le langage de la maison, et tant elle s'ajuste avec exactitude aux travaux qui ont été faits, cette année-là, à l'état-major de l'armée, et qui n'y ont été faits que cette année-là.

D'autre part, le ministère de la guerre savait par une autre voie — absolument distincte de celle dont je viens de parler, ne pouvant avoir aucune collusion possible avec la première — qu'il y avait un traitre à l'état-major de l'armée et, finalement, que ce traitre avait appartenu récemment ou appartenait au 2<sup>e</sup> bureau de l'état-major.

La première indication donnée à ce sujet est une indication verbale, datant de la fin de 1893.

Dans la série des pièces se rapportant à la livraison des plans directeurs, il y a une lettre venant d'un état-major étranger, lettre écrite à un agent à nous qui avait été autorisé à se mettre en rapport avec cet état-major, dans le but de lui fournir des renseignements erronés.

Le manège dura quelque temps, puis on s'aperçut, à cet état-major, qu'on avait affaire à un faux agent. De cet état-major, on lui écrivit alors une lettre brutale, dans laquelle on lui faisait observer que les renseignements qu'il fournissait n'étaient pas en concordance avec des indications sûres, basées sur les documents originaux provenant du dépôt des cartes du ministère de la guerre.



parlé, était-il sous les ordres du colonel Sandherr.

**Le général Roget.** — Le commandant Henry était en sous-ordre au service des renseignements. Il avait au-dessus de lui le lieutenant-colonel Cordier, et le colonel Sandherr, qui était chef du service.

C'était lui qui était en rapport, et lui seul à ce moment, avec l'agent qui apportait les papiers au ministère.

L'agent n'a jamais été connu que du ministre, du chef d'état-major général, du sous-chef de l'état-major, qui avait la section de statistique sous ses ordres ; du chef de cette section, et de l'officier qui était en rapport direct avec l'agent. C'était d'abord le commandant Rollin, qui était en rapport avec cet agent.

Après le commandant Rollin, ce fut le commandant Henry, et, du temps même du commandant Henry, on trouve qu'il était imprudent de n'avoir qu'un seul officier connaissant l'agent et on en désignait un second : ce furent, en ce temps-là, le commandant Henry et le capitaine Lauth, puis le capitaine Lauth et le capitaine Yung.

Quant au renseignement apporté par M. de B..., je crois qu'il a été donné au commandant Henry ; mais ce renseignement ne faisait que confirmer ceux qui étaient déjà consignés dans les rapports écrits dont j'ai parlé déjà à la Cour, lesquels sont signés, en toutes lettres, par un agent du service des renseignements (agent sûr, au service depuis très longtemps et qui y est encore, et qui est, lui, en rapport direct avec M. de B.).

Je crois avoir déjà dit à la Cour que c'était le bordereau qui avait fait la conviction au sujet de la culpabilité de Dreyfus.

Il est bon de dire que, quand on parle du bordereau, l'affaire est double, car on a voulu attribuer le bordereau à Esterhazy.

Le commentaire du bordereau permet d'exclure absolument Esterhazy, et il permet, au contraire, d'établir que l'auteur du bordereau appartient à l'état-major de l'armée, était un officier d'artillerie, un stagiaire du 2<sup>e</sup> bureau.

Une partie du bordereau (ce qui a trait au frein hydraulique de 120) désigne spécialement Dreyfus.

Avant de démontrer comment ma conviction s'est faite à ce sujet, il serait utile, je crois, d'établir si le bordereau est authentique.

Tout le monde a cru jusqu'à présent à cette authenticité, et la meilleure preuve que j'en puisse donner, c'est qu'on a voulu l'attribuer à Esterhazy.

Pour que le bordereau ne fût pas authentique, il faudrait qu'il eût été fabriqué par Henry ou Esterhazy.

Si Esterhazy était un espion au service d'une certaine puissance, il n'aurait vraisemblablement pas connu l'agent qui apporte les documents.

Cet agent n'a pas encore été livré, et aucun de ceux qui ont intérêt à le connaître ne le connaît. Get agent a tout intérêt à n'entrer en relation avec personne : ce se rait un jeu trop dangereux pour lui.

En fin, Esterhazy n'aurait pu le connaître qu'à l'intermédiaire d'Henry.

Le commandant par l'intermédiaire d'Henry, l'hypothèse d'un concert entre Esterhazy et l'agent est inutile, et il n'y a qu'à examiner l'hypothèse du concert direct Esterhazy et Henry.

**Sur l'interpellation : Le général Roget** déclare que l'agent est rémunéré par des mensualités, sur les fonds dont dispose le bureau des renseignements, et que ces mensualités ne dépendent ni de l'importance ni du nombre des renseignements apportés.

Contre l'hypothèse de ce concert entre Esterhazy et Henry, il y a les raisons suivantes :

1<sup>re</sup> Je ne crois pas qu'Henry et Esterhazy aient été en relations à ce moment.

2<sup>re</sup> Henry, en sous-ordre au bureau de renseignements, n'ayant aucune relation avec l'état-major de l'armée, ne connaissait certainement pas les titulaires de cet état-major et, à plus forte raison, les stagiaires.

3<sup>re</sup> Henry était, dans l'impossibilité absolue d'inventer une pièce comme le bordereau.

Henry était un officier de troupe, qui avait fait une grande partie de sa carrière en Algérie (aux zouaves), qui n'avait qu'une instruction primaire, qui n'avait aucune connaissance des travaux faits à l'état-major de l'armée et qui était incapable de parler des documents dont il est question au bordereau.

En fin, il faudrait se demander quel intérêt pouvait avoir Henry à fabriquer une pièce comme le bordereau, alors qu'il ne connaissait même pas Dreyfus, et qu'il n'était vraisemblablement pas en relation avec Esterhazy.

Je n'insiste pas sur ces preuves morales, parce que je crois qu'il y a une preuve matérielle.

Il y a, dans le dossier du ministère de la guerre, une pièce que j'ai vue en fixant mes recherches et qui me paraît être la preuve matérielle de cette authenticité.

La pièce est, comme une autre pièce dont il a été parlé, un memento, c'est-à-dire un canevas ou brouillon fait en vue de l'établissement d'un rapport. Elle est écrite en langue étrangère, par un agent étranger que j'appellerai A, et elle est ainsi conçue (j'en donne la traduction *Dreyfus Bois*...) :

(Un morceau de papier manque sur lequel se trouvait la fin du nom qui commence par Bois...) *Je ne puis pas ici* (un nouveau morceau de papier qui manque et sur lequel aurait pu se trouver deux mots courts).

*La pièce est arrivée entre les mains de l'attaché militaire au grand état-major à B. Ce que je puis assurer verbalement, c'est qu'elle est réellement arrivée entre les mains des attachés militaires et qu'elle a fait ensuite retour au bureau des renseignements.*

Le canevas continue ensuite et dit des choses qui deviennent étrangères à l'affaire mais qu'il est important de relater parce qu'elles augmentent l'authenticité de la pièce.

*Berger Constantinople Bozstufboff. — Discours. — Je porte un toast chaleureux à la réunion des drapeaux franco-russes sur le prochain champ de bataille. (Régiment n° 128 (cette phrase est en français). — Giovannielli, Saussier, de Négron, Hervé.*

*19<sup>e</sup> corps recrutement des zouaves 6<sup>e</sup> corps bis — écarté cette année. Je ne comprends pas pourquoi on est si circonspect. — B. —*

*officiers russes. Cette pièce est évidemment le brouillon*

d'un rapport fait au gouvernement étranger.

Les mots *Dreyfus, Bois...* qui la commencent indiquent nécessairement qu'il s'agit de l'affaire Dreyfus, puisque le mot est en toutes lettres.

Le mot *pièce* s'applique non moins évidemment au bordereau qui est la seule pièce dont il ait été question au procès Dreyfus et la seule sur laquelle l'agent étranger dont il s'agit eût à fournir des explications à son gouvernement.

La dernière phrase du texte, qui se tient, indique d'une façon tout à fait formelle que la pièce est arrivée réellement entre les mains d'un des attachés et qu'elle a fait ensuite retour au bureau des renseignements.

Il y a une distinction, dans le texte, entre *Je ne puis pas ici* et *Je ne puis assurer verbalement*. Cette pièce est écrite dans une langue que ne connaît pas le commandant Henry. Elle est de l'écriture de la personne que nous avons désignée sous le nom de A jusqu'à présent écriture bien connue.

La pièce a été apportée au ministère par la voie que l'on sait, au mois d'octobre 1895 ; rien ne prouve qu'elle n'ait pas été écrite à une date antérieure ; peut-être pourrait-on avoir quelque précision en cherchant la date du toast dont il est question.

Il peut d'ailleurs n'avoir été question qu'assez tard du bordereau, attendu que le procès Dreyfus a eu lieu à huis clos et qu'il peut se faire que les agents dont s'agit n'aient eu connaissance qu'assez tard de la base de l'accusation.

**Le président.** — Comment expliquer que l'auteur de cette note parle de lui-même à la troisième personne ?

**Le général Roget.** — Je ne suis pas du tout certain qu'il parle ici de lui-même ; il n'est pas sûr, en effet, que le bordereau ait été remis à Paris ; il peut très bien se faire qu'il ait été remis dans un autre centre d'espionnage (Bruxelles, par exemple).

Une pièce du dossier secret, datant de l'époque du procès Esterhazy, mais se référant à un rapport fourni après l'affaire Dreyfus et le confirmant, établit formellement que Dreyfus a été en relation avec un bureau de renseignements établi à Bruxelles, et un voyage de Dreyfus à Bruxelles est établi par un témoin très honorable que je connais.

**Sur l'interpellation : Le général Roget.** — Le témoin est M. Langet, directeur de l'usine des ciments de Boulogne-sur-Mer, ancien élève de l'Ecole polytechnique.

**Le président.** — Dans le cas où le bordereau aurait été envoyé dans un autre centre d'espionnage, ne faudrait-il pas nécessairement admettre qu'il a été renvoyé à Paris où il a été saisi ?

**Le général Roget.** — Naturellement.

**Sur l'interpellation : Le général Roget** déclare que la puissance dont s'agit à deux agences à Paris.

**Le général Roget** continue. — Quand j'ai cherché à me faire une conviction, j'ai trouvé des preuves de la culpabilité de Dreyfus dans les interrogatoires qu'il a subis. Il ne faut, comme un accusé qui ne veut fournir aucune explication et qui se refuse à la discussion.

Il n'avait eu connaissance de la concentration des armées.

On peut prouver par les témoins (stagiaires de son année) qu'il a dessiné lui-même sur une carte, en présence de ces stagiaires, les zones de concentration de chaque armée et qu'il en a discuté et critiqué le dispositif.

Mais ce qu'il y a de plus frappant, c'est qu'il n'ait eu connaissance du projet de Manuel de tir. Il déclare même n'avoir jamais su qu'il en existait un, et il pouvait, sans le moindre inconvénient, avouer que ce Manuel avait été en sa possession ; or, il est parfaitement établi qu'il l'a eu.

Le commandant Janel, de l'artillerie, qui était son chef au 2<sup>e</sup> bureau, l'a déclaré à l'audience du procès de 1894, et l'a affirmé encore à moi, par écrit, il n'y a pas longtemps : c'est lui-même qui a remis le Manuel à Dreyfus.

Je trouve ces négociations tout à fait extraordinaires chez un innocent.

Enfin, indépendamment du bordereau, il y a d'autres actes de trahison pour lesquels il y a présomption grave que l'auteur est Dreyfus.

Ces actes sont les suivants : En 1893, le service des renseignements a reçu une instruction relative au chargement du Shrapnell de campagne d'une puissance étrangère.

Ce document fut envoyé à la direction de l'artillerie, qui fut très surprise de remarquer que cet obus ressemblait singulièrement à un obus adopté en France et qui est dit « obus Robin ».

Ce qu'il y a de singulier, dans cette rencontre, c'est que la construction de l'obus n'est pas due à des calculs de savants pouvant se rencontrer en deux pays différents, mais à un tour de main de contremaître.

L'obus a été adopté par cette puissance en 1891.

Dreyfus a été à l'Ecole de pyrotechnie de Bourges, où se faisaient les études de l'obus Robin, de septembre 1889 à la fin de 1890.

Ce qu'on a su depuis, c'est que Dreyfus, étant à l'Ecole de guerre, a adressé à un de ses camarades de la Pyrotechnie (le capitaine Rémusat) une demande de renseignements sur les dernières expériences faites avec l'obus Robin.

Il disait dans la lettre au capitaine Rémusat qu'il demandait ce renseignement sur l'ordre de ses professeurs du cours d'artillerie à l'Ecole de guerre.

Le capitaine Rémusat, se fondant sur le secret que doivent conserver les expériences de pyrotechnie, refusa de répondre à Dreyfus.

Il est constant, d'autre part, que les professeurs du cours d'artillerie à l'Ecole de guerre n'ont jamais chargé Dreyfus de demander des renseignements au sujet de l'obus Robin.

Is n'ont d'ailleurs pas l'habitude de charger leurs élèves de commissions de cette sorte. Quand ils veulent des renseignements sur les dernières expériences de l'artillerie, ils s'adressent à la section technique de l'artillerie à Saint-Thomas-d'Aquin, où on leur donne tous renseignements dont ils ont besoin, en spécifiant quels sont ceux qu'ils peuvent enseigner à leurs élèves.

Cette découverte relative à l'obus Robin indique tout au moins que Dreyfus cherchait à se procurer, sous des prétextes mensongers, des renseignements relatifs aux expériences les plus secrètes, avec cette circonstance particulière que l'obus a été justement livré à une puissance étrangère.

Un autre fait du même genre est relatif

au chargement des obus à mélinite, qui paraît aussi avoir été livré à une puissance étrangère.

La découverte de l'acte de trahison est très antérieure au procès Dreyfus. C'est en 1890 que le service des renseignements reçut des débris de papier calciné sur lesquels il ne restait que l'extrémité des lignes, à droite.

Ce papier était un papier pelure analogue à celui du bordereau ; le document fut envoyé à la direction de l'artillerie et l'on y reconnut la copie d'une instruction relative au chargement des obus à mélinite.

L'enquête faite à cette époque avait fait ressortir que le document venait d'école de pyrotechnie.

Ce fait ne fournit pas d'autres indications que celles-ci : Dreyfus était à l'école de pyrotechnie à ce moment, et la coïncidence du papier pelure et du bordereau.

Ce document existe encore, et on l'a fait expertiser au point de vue de l'écriture sans aboutir à un résultat décisif. Enfin, il y a un troisième fait encore plus intéressant :

C'est celui que se rapporte à des renseignements donnés à une puissance étrangère sur l'attribution de l'artillerie lourde aux armées. Il s'agit du canon de 120 court, qui forme un matériel de gros calibre destiné à suivre les armées en campagne.

Une pièce arrivée au ministère, toujours par la même voie, en octobre ou novembre 1895, montre que l'agent étranger que nous avons désigné sous le nom de A venait d'avoir connaissance qu'un certain nombre de batteries de 120 avait été attribué à la neuvième armée.

Cet agent exprime dans la même note, à propos de la désignation de la neuvième armée, qu'il lui manque une armée, et émet la supposition que, pour se tromper, il y a eu, dans la série des numéros, un numéro qui manque. Ces renseignements sont parfaitement exacts et montrent que cet agent était très bien renseigné.

Quant à l'attribution de l'artillerie lourde à la neuvième armée, le renseignement venait d'une pièce officielle de l'année 1893. Une note émanant de la 3<sup>e</sup> direction (direction d'artillerie) avait été adressée au 1<sup>er</sup> bureau de l'état-major de l'armée, au sujet de l'affectation des batteries de 120 aux armées.

Le 1<sup>er</sup> bureau, après avoir fait un résumé de la question, à son point de vue personnel, avait adressé la note de la 3<sup>e</sup> direction, et la note qu'il en avait extraite, à son point de vue, au 3<sup>e</sup> bureau de l'état-major de l'armée chargé de soumettre la question en Conseil supérieur de la guerre.

L'enquête faite à ce sujet a prouvé que la note de la 3<sup>e</sup> direction avait été étudiée au 1<sup>er</sup> bureau, dans la section du commandant Bayle, que c'est le commandant Bayle qui avait fait la note pour le 3<sup>e</sup> bureau ; que Dreyfus travaillait avec le commandant Bayle et que quand on a recherché la minute de la note du 1<sup>er</sup> bureau, cette minute avait disparu, et jamais on ne détruit de minutes au ministère de la guerre.

La minute était de la main du commandant Bayle.

Il y a encore, au moins, un autre fait plus significatif. Le capitaine Cuignet pourra en parler à la Cour ; je n'ai pas de précisions suffisantes (il s'agit d'une question de cours de l'Ecole de guerre).

Tels sont, en dehors du bordereau, les faits significatifs que je puis citer.

(L'audience est levée.)

## CONTINUATION DE LA DÉPOSITION DU GÉNÉRAL ROGET

DEUXIÈME SÉANCE — 22 NOVEMBRE 1898

**Le président.** — Vous nous avez parlé hier d'un document relatif à l'affectation à une certaine armée d'artillerie lourde, en disant que ce document était arrivé au ministère au mois d'octobre ou de novembre 1895. Comment expliquer, alors que la mesure de l'affectation a été prise en 1893, que ce document puisse remonter à une date aussi éloignée et bien postérieure à l'arrestation de Dreyfus ?

**M. le général Roget.** — Il peut se faire que des documents arrivant par la voie que l'on sait, remontent à une époque éloignée. Il est évident, par exemple, qu'ils peuvent avoir été jetés dans un tiroir, et à un certain moment, on les ait mis au rebut.

Le général Roget continue : J'ai l'honneur de dire à la Cour, hier, que j'avais été frappé, en lisant les interrogatoires de Dreyfus, des dénégations qu'il avait opposées sur tous les points.

J'ai trouvé surprenant aussi qu'il ait gardé cette même attitude de refus de toute discussion depuis qu'il est à la Guyane.

J'ai entre les mains un certain nombre de lettres qu'il a adressées du lieu de détention, soit au ministre, soit au chef d'état-major général ; et il y proteste de son innocence et ses protestations restent toujours vagues.

Jamais il ne parle des motifs de l'accusation née du Bordereau.

Il n'ouvre enfin jamais la porte, même par un mot, à la discussion.

Et cependant il connaît bien les charges pour lesquelles il a été condamné ; on a même trouvé un double du bordereau cousu dans la doublure de son gilet à l'île de Ré.

Il y a là, de sa part, un silence voulu, parfaitement calculé.

**Le président.** — Je vous prie de vouloir bien préciser la partie de votre déposition en ce qui concerne le double du bordereau que l'on aurait trouvé, à l'île de Ré, dans la doublure du gilet de Dreyfus. S'agit-il d'une copie qui lui aurait été remise ou qu'il aurait pu se procurer au cours de son procès, ou d'un double de la pièce originale, gardée par lui à l'époque de son envoi à l'agent étranger ?

**Le général Roget.** — Je ne pense pas qu'il s'agisse d'un double, je n'en sais rien, je n'ai pas vu la pièce.

Je sais bien que la pièce a été envoyée par le service pénitentiaire au ministre de l'intérieur.

Je sais d'autre part que le commandant Picquet, actuellement chef de bataillon au 130<sup>e</sup> territorial à Saint-Gaudens, qui était, je ne sais dans quelles conditions, à l'île de Ré à ce moment-là, a assisté à la saisie de la pièce, ou l'a pratiquée lui-même.

Je n'ai pas vu le commandant Picquet, j'ai eu le renseignement par correspondance, sans autre précision.

Je crois devoir dire aussi à la Cour

qu'il y a dans le dossier secret, au ministère de la guerre, un certain nombre de pièces dans lesquelles le nom de Dreyfus est en toutes lettres.

Ces pièces sont contemporaines du procès ou postérieures. Elles donnent, toutes, une preuve indirecte de la culpabilité de Dreyfus par préférence de son innocence.

Il est assez singulier que des personnes renseignées sur l'affaire, qui en causent d'une façon intime, ne fassent jamais allusion à l'innocence possible du condamné, et à l'erreur judiciaire qui aurait été commise alors que peut-être, publiquement, ces mêmes personnes parlent de l'innocence.

Il y a d'autres pièces, au moins une, plus significatives.

La culpabilité y est affirmée formellement.

Il m'est impossible d'en dire à la Cour davantage sur ce point. M. le ministre de la guerre m'a délié du secret professionnel sous la réserve que je ne parlerais de rien qui puisse porter atteinte à la sécurité extérieure de l'Etat, qui soit de nature à amener des complications diplomatiques, qui puisse désorganiser le service des renseignements ou mettre en avant des personnalités dont la connaissance ne serait pas indispensable à la manifestation de la vérité.

Une des choses qui m'ont le plus frappé au procès Zola et qui m'ont le plus troublé est la question des expertises en écriture.

Et ce trouble a été tel devant les affirmations de gens très honorables, de savants, qu'il a été une des raisons pour lesquelles j'ai cherché à me éclairer.

J'ai donc voulu étudier la question dans les rapports des experts, et bien que je n'aie aucune compétence dans la matière, comme il s'agit simplement d'examiner et de comparer des conclusions, je demande à la Cour la permission de lui faire part de mes observations à ce sujet.

J'ai étudié d'abord l'expertise de 1894. Il y a eu cinq experts en cause.

Deux qui n'ont pas attribué le bordereau à Dreyfus.

Trois qui ont conclu qu'il était de lui. Je crois qu'il est légitime, en matière d'expertise comme en matière de témoignages, non pas de faire le dénombrement des experts qui ont conclu pour ou contre, mais d'apprécier la valeur des expertises, comme on apprécie celle des témoignages.

Je rencontre d'abord M. Gobert, expert de la Banque de France, qui demande à connaître le nom de la personne incriminée avant de déposer des conclusions, à qui on refuse ce nom et qui prend alors les documents qui lui avaient été confiés, au bout de trois jours, sans faire de rapport.

Il a rendu les documents le 13 octobre matin, les ayant reçus le 9.

Il le renvoie par une simple lettre au ministre dans laquelle il s'exprime ainsi :

*Etant donnée la rapidité de mes examens commandée par une extrême urgence, je crois devoir dire : La lettre mystérieuse incriminée pourrait être d'une autre personne que la personne soupçonnée, conclusion à la fois dubitative et conditionnelle, c'est-à-dire doublement dubitative.*

Il reste quatre autres experts : MM. Bertillon, Charavay, Teyssonière et Pelletier.

M. Pelletier, je le reconnais, est nettement en désaccord avec les trois autres. Je retiens, toutefois, sans y attacher d'autre importance, qu'il ne s'est pas entouré des mêmes éléments d'investigation que les autres experts.

Il est d'ailleurs en désaccord tout à fait notoire avec bon nombre d'experts qui ont donné des conclusions en faveur de Dreyfus.

Quant à MM. Bertillon, Charavay, Teyssonière, ils sont d'accord sur un point essentiel : c'est que le bordereau est un document frauduleux, dont l'écriture n'est pas naturelle.

Que disent les experts de 1897 ? Ils ne reconnaissent pas la similitude de l'écriture d'Esterhazy avec celle du bordereau. J'ai lu leur rapport avec beaucoup de soin, et j'en ai retenu l'impression suivante :

Le bordereau est un document suspect et frauduleux ; l'écriture n'en est pas franche et naturelle ; en opposition avec la majeure partie du document, qui paraît écrit d'une manière courante et assez rapidement, on y trouve des mots dessinés avec une application soutenue, des mots grossis, sans motif appréciable ; enfin, un grand nombre de mots affectés de tremblement, de reprises et de retouches. La plupart de ces mots se trouvent au recto ; les lignes du verso, qui paraissent écrites d'une manière courante et rapide, ainsi que les mots du recto dans lesquels les experts n'ont pas relevé de tare, représentent la véritable écriture de l'auteur du bordereau.

Ainsi, les experts de 1897 reconnaissent dans le bordereau deux sortes d'écriture :

1<sup>re</sup> Une suspecte

Et l'autre naturelle

Et ils déclarent que le bordereau n'est pas l'œuvre du commandant Esterhazy, ce qui revient à dire que, là où l'écriture est naturelle, ce n'est pas l'écriture du commandant.

Si les experts de 1894 avaient dit que l'écriture du bordereau était franche et naturelle et était celle de Dreyfus, il y aurait eu contradiction flagrante entre les deux expertises : les experts de 1894 ayant tenu l'écriture du bordereau pour naturelle, et ceux de 1897 l'ayant tenue pour suspecte ; ce désaccord n'existe pas.

Où faut-il le chercher ?

Les experts de 1894, expertisant au point de vue de Dreyfus, reconnaissant cette écriture, là où elle se trouve, et, démentant par les contradictions qu'ils rencontrent, ils disent, quand ils ne la reconnaissent pas, que Dreyfus a déguisé son écriture.

Les experts de 1897 expertisant au point de vue d'Esterhazy, démentant par les mêmes complications, ne reconnaissent pas l'écriture d'Esterhazy là où l'écriture est franche et naturelle.

L'accord existe encore sur ce point que, dans la majeure partie du bordereau, là où l'écriture est naturelle, les experts de 1894 reconnaissent l'écriture de Dreyfus, et ceux de 1897 n'y reconnaissent pas l'écriture d'Esterhazy.

S'il y a un désaccord apparent, il n'existe que sur le point suivant :

C'est que là où les experts de 1894 n'ont pas trouvé l'écriture naturelle, ils ont dit que Dreyfus avait déguisé son écriture, et que les experts de 1897 ont

laissé entendre qu'on aurait pu décalquer l'écriture d'Esterhazy.

S'il y a un désaccord, ce qui ne m'apparaît pas nécessairement, il ne porte pas sur un point fondamental, mais simplement sur le procédé qu'aurait employé l'auteur du bordereau pour substituer partiellement une autre écriture à la sienne.

Je trouve des contradictions autrement plus graves dans les expertises qui ont été faites en faveur de Dreyfus.

La Cour sait certainement qu'il y a eu deux séries d'expertises :

1<sup>re</sup> Une avant le procès Esterhazy ; 2<sup>re</sup> Une après ce procès.

Dans la première série, les rapports des experts sont consignés dans une brochure publiée par Bernard Lazare en 1897 : les experts sont au nombre de dix, trois disent que l'écriture est courante, naturelle, non déguisée. Un M. de Marnelle ne rejette pas l'hypothèse qu'on aurait pu imiter l'écriture de Dreyfus.

Les six autres (la majorité, par conséquent) concluent, comme les experts de 1894 et ceux de 1897, que le bordereau est un document suspect et frauduleux et qu'il est l'œuvre d'un faussaire ayant cherché à imiter l'écriture de Dreyfus.

Par contre, au procès Zola, quand on connaît le résultat des expertises du procès Esterhazy, tous les experts sans exception concluent que l'écriture est franche et naturelle.

Il est difficile de trouver une contradiction plus flagrante entre les deux expertises.

Je voudrais parler d'un expert qui a expertisé à la fois dans la brochure de Bernard Lazare et au procès Zola comme témoin : c'est le seul que je trouve dans ce cas.

Il s'agit de M. Moriaud, professeur à l'université de Genève.

M. Moriaud a fait un rapport qui tient 42 pages dans la brochure de Bernard Lazare. Je ne suis pas en mesure de l'analyser ; j'en citerai les conclusions : « Le bordereau est un document suspect ; il y a en lui de l'explicable ; quel qu'un qui cherche à déguiser son écriture, simplement pour se cacher, est incompréhensible. Tout s'explique, au contraire, si le bordereau est l'œuvre d'un faussaire ; le manque d'homogénéité du bordereau ; les mots grands et les lettres grosses parsemant l'écriture, petite ; l'application soutenue quand l'écriture ressemble à celle de Dreyfus ; les contractions nerveuses.

« Je conclus donc : 1<sup>o</sup> Dreyfus n'a pas écrit le bordereau ; 2<sup>o</sup> Le bordereau est l'œuvre d'un faussaire qui a imité grossièrement l'écriture de Dreyfus. »

Or, le même expert est venu dire, au procès Zola, que le bordereau est d'une écriture franche, naturelle, non déguisée, et qu'il est d'un bout à l'autre l'œuvre d'Esterhazy.

Ce document suspect ne l'est plus ! Il n'est plus question du faussaire, qui expliquait tout ; plus question du manque d'homogénéité du bordereau, des mots trop grands, des lettres trop grosses, des contractions nerveuses. Il n'y a qu'une seule explication, c'est que le faussaire a du écrire le bordereau, en deux fois : la première fois plus calme, la deuxième fois plus pressé.

Cette explication elle-même est en contradiction avec les termes du rapport dans lequel M. Moriaud, après avoir émis l'opinion que le bordereau aurait été écrit en deux fois, peut-être en trois, adopta la th



tendu qu'il y a eu aussi des modifications en avril.

3<sup>e</sup> Note sur une modification aux formations de l'artillerie.  
Il n'a été apporté, en 1894, de modification aux formations de l'artillerie que par le décret du 10 mars 1894, qui a fait passer les pontonniers de l'artillerie au génie, et créé de nouveaux régiments d'artillerie.

Cette loi, promulguée le 29 juin, avait été votée le 21 mai.

Ce n'est, dis-je, que postérieurement au vote, au plus tôt, qu'on a pu modifier l'organisation de l'artillerie en vue du plan à l'étude. Ces travaux se sont faits au 1<sup>er</sup> bureau de l'état-major de l'armée, dans le courant du mois de juin. Le résultat en a été notifié aux commandants de corps d'armée par une lettre ministérielle du 4 juillet.

#### 4<sup>e</sup> Note sur Madagascar.

Il y a eu deux notes sur Madagascar. L'une a été établie en décembre 1893, comme travail d'inspection générale par le commandant Mollard; c'est une note ne renfermant que des renseignements géographiques; c'est celle qui a été copiée par le capitaine Bernin et dont il est question au rapport d'Ormescheville.

Il y a une autre note sur Madagascar, autrement plus importante, puisqu'elle donnait la composition du corps expéditionnaire, la route à suivre, le plan de campagne, et qui a été faite au mois d'août. Les premières expéditions du rapport sont du 20 août, et les expéditions définitives du 20 août.

Il n'est question, dans le rapport d'Ormescheville, que de la première note, à ce que je crois; je ne sais pas si on a visé la seconde note dans les débats.

Dans tous les cas, le rapport d'Ormescheville n'a pas essayé d'établir — et il n'y avait aucun intérêt à le faire — quelle était la date du bordereau.

#### 5<sup>e</sup> Projet de Manuel de tir de l'artillerie de campagne.

Les premiers envois sont du 16 mars, et ils n'ont pu parvenir aux destinataires avant le 21 ou le 22; les autres envois du projet sont échelonnés du 16 mars au 12 mai. Pour que le bordereau fut d'avis, il faudrait avoir su qu'il existait, dès les premiers envois, et s'en être fait prêter un aussitôt, alors qu'il n'y en avait qu'un très petit nombre et que chacun de ceux qui en étaient normalement détenteurs avait d'abord intérêt à en avoir connaissance.

En résumé, la date à laquelle a été écrit le bordereau peut se fixer, avec une très grande vraisemblance, au mois d'août — la date à laquelle il est parvenu au ministère — et il y a certitude qu'on n'a pas pu avoir de renseignements sur des modifications aux formations de l'artillerie avant le mois de juin.

Les mots : *Je vais partir en manœuvres* indiquent le départ pour les grandes manœuvres (fin août ou commencement de septembre).

Un officier qui part pour les grandes manœuvres dit manœuvres tout court parce que tout le monde sait à quelles époques elles ont lieu.

Employer le mot manœuvres à toute époque de l'année, sans autre indication, ne dirait rien au correspondant.

Ce qui le prouve, c'est qu'on a publié une lettre d'Esterhazy, croyant y trouver un argument, dans laquelle il dit : *Je pars en manœuvres* — indication qui complète qu'il s'agit de manœuvres de cadres, s'effectuant au printemps.

Je crois que le colonel Picquart admet, actuellement, que le bordereau peut être d'avril ou d'août. On a toujours dit au service, quoi qu'il en ait dit lui-même au procès Zola, que le bordereau était du mois d'août. Il n'y aurait qu'à interroger les officiers du service des renseignements à ce sujet.

M. Picquart dit, à ce propos : « Si le bordereau est du mois d'août, la phrase : *Je vais partir en manœuvres*, peut s'appliquer aussi bien à Esterhazy qu'à Dreyfus; ils sont allés tous les deux en manœuvres cette année-là. »

Il y a là une double inexactitude : ils n'y sont allés ni l'un ni l'autre. Esterhazy, qui était major d'un régiment d'infanterie n'a jamais dû, à aucun moment, aller aux grandes manœuvres, et il n'y est pas allé effectivement.

Dreyfus, au contraire, a dû y aller et a cru, jusqu'à la fin d'août, qu'il irait.

Mais il n'y est pas allé, non plus que les autres stagiaires de son groupe, précisément à cause des travaux du plan, qui se faisaient à ce moment, et pour lesquels on a utilisé leurs services.

Si donc la phrase : *Je vais partir en manœuvres* s'applique effectivement aux grandes manœuvres, comme ce n'est guère possible de penser autrement, elle désigne Dreyfus et ne peut, en aucun cas, désigner Esterhazy.

Pour attribuer le bordereau à Esterhazy, il a fallu commencer par établir qu'il n'y avait rien dans le bordereau, que c'était un document sans valeur.

Voici, en effet, ce que dit le colonel Picquart, à ce sujet, au procès Zola :

Il n'y a là que des notes; quelqu'un qui aurait envoyé quelque chose d'intéressant et non pas simplement ce qu'il aurait recueilli dans la conversation, ou en passant, aurait dit : « Je vous envoie tel ou tel document. »

Ce sont de simples affirmations.

Je crois, au contraire, que le document original n'est pas, le plus souvent, le meilleur moyen de renseigner. Le plus souvent il n'existe pas, en tant que vue d'ensemble sur une question.

Il est certain, en tous cas, qu'il n'y a pas eu de rapport sur le frein hydraulique de 120 en 1894. Quiconque a feuilleté un dossier sait combien il faut lire et analyser de pièces pour se faire une opinion sur le fond d'une question; une note très courte suffit pour résumer le dossier, et je me chargerai pour mon compte (j'en ferai tout à l'heure l'expérience devant la Cour) de donner dans une note de dix lignes, tout le secret de la concentration de nos armées.

Enfin le document original, pour peu qu'il ait de l'actualité, ne peut pas être déplacé, parce qu'on peut avoir besoin de s'y reporter à chaque instant et qu'on s'apercevrait de sa disparition.

Le témoin (le colonel Picquart) ajoute : Quand on veut faire valoir sa marchandise, on dit d'où elle vient.

Observation très juste si le bordereau est d'Esterhazy. Mais c'est précisément ce qu'il s'agit de démontrer, et M. Picquart fait là une pétition de principe.

Si le bordereau est de Dreyfus, il est inutile de dire d'où vient la marchandise.

dise. On connaît le correspondant, et on sait où il est employé. La marchandise vient de l'état-major; et cela suffit pour lui donner de la valeur.

Un seul document ne vient pas de l'état-major : c'est le projet de manuel de l'artillerie de campagne. Celui-là vient d'une direction, de la direction de l'artillerie, et il est répandu dans les corps de troupes, où un officier peut se le procurer en dehors de l'auteur du bordereau.

C'est pour cela qu'il est utile de faire valoir la marchandise, et je suis sûr ce point de l'avis de M. Picquart.

M. Picquart dit ensuite : « Il n'y a là que des notes. » C'est-à-dire une œuvre personnelle, « une petite copie de n'importe quelle note tirée d'un journal, d'un mémoire ou d'ailleurs. »

Il sait très bien cependant que dans l'intérieur du ministère, toute la correspondance de bureau à bureau se fait sous forme de note et porte ce nom; de sorte que, sous l'appellation de note, on peut désigner un document original.

Un bureau de l'état-major écrit à un autre bureau : cela s'appelle note pour tel bureau de l'état-major.

On veut enseigner le ministre ou le chef d'état-major sur une question : on fait une note pour le ministre, une note pour le chef d'état-major. On n'écrit pas sous d'autre nom dans la maison, et je trouve, moi, très significatif que ce mot de note, qui est d'usage courant, soit répété quatre fois dans le bordereau, c'est un trait caractéristique de langage.

Quant à dire qu'une œuvre personnelle ne signifie rien, cela dépend tout à fait de la personne qui la fait, et voici la note de dix lignes avec laquelle je donnerais tout le secret de la concentration des armées.

Le groupe des armées, destiné à opérer sur telle frontière se compose de tant d'armées en 1<sup>re</sup> ligne et tant en 2<sup>e</sup> ligne.

La première armée comprend les corps A, B, C, etc. Elle se concentre de tel point à tel point. La 2<sup>e</sup> armée comprend les corps M, N, P, etc. et se concentre de tel autre point à tel autre point, et ainsi de suite jusqu'à concurrence du nombre d'armées qui composent le groupe. La concentration est terminée pour les éléments combattants tel jour; pour les parcs et les convois, tel autre jour, troupes de couverture sont en place tel jour, sont composées de telle manière et reportées de telle façon.

Voilà une note personnelle qui n'aura pas plus de quinze lignes et qui donnera à l'ennemi la possibilité d'opérer à coup sûr contre nous, dans les premières rencontres; ce qui décidera très probablement du sort de la campagne.

M. Picquart dit : « Quand il s'agit d'un document original, tel que le projet de Manuel de tir, l'auteur du bordereau sait bien le faire ressortir. »

Je m'expliquerai plus tard complètement sur ce point.

Nous arrêtons ici la déposition du général Roget; nous en donnerons demain la suite et la fin, qui comprennent encore toute une audience de la Chambre criminelle.

## FIGURES QUI PASSENT CONSTANT COQUELIN

Du temps où M. Constant Coquelin appartenait à Molière, il lui arriva — entre cent — cette aventure. Il avait promis d'aller interpréter un dimanche soir, à Rouen, *Mademoiselle de La Seiglière*. Emile Perrin, qui s'attachait à contraindre l'humeur vagabonde du brillant sociétaire, lui imposa de jouer en matinée, le même jour, une grande pièce du répertoire. Il espérait, par ce moyen ingénieux, lui faire manquer l'express. Sa ruse fut inutile. Coquelin mena la représentation d'un train d'enfer, sortit desценes en courant, s'enveloppa d'un ample manteau, se jeta tout bouillant dans un coupé qui l'attendait à la porte, gagna le wagon où son valet de chambre l'avait précédé, se déshabilla, se démaquilla, dina tranquillement, et se présenta devant les Rouennais, frais et dispos, comme s'il eût consacré son après-midi aux douceurs de la sieste. Emile Perrin admira ce tour de force, — et il en fut consterné, car il voyait un symptôme des abus qui menaçaient la Maison.

Qu'a-t-on à me reprocher ? disait le comédien. Ne fais-je pas mon service ? Il le faisait, sans doute, excellentement, mais il avait un trop-plein d'énergie, il dépensait, et il prétendait l'user à sa guise, en libre citoyen de la République.

Tous ces sentiments, l'impétuosité du jong, la soif du mouvement, la curiosité de l'imprévu, l'amour passionné d'un art où il était passé maître, se retrouvaient dans son nez, dans ses yeux et dans sa voix, — un nez toujours en révolte et dont l'effronterie bravait le ciel; un œil tout à la fois impérieux et goguenard; une voix de cuivre propre à sonner, tour à tour, le glas du drame et la fanfare des gaietés classiques. M. Coquelin aura été l'un des plus surprenants virtuoses de ce siècle.

Sa vie fut un perpétuel bouillonnement... Dès l'âge le plus tendre, on le voit occupé à mille affaires, tourmenté de vastes projets. Il vient au monde à Boulogne-sur-Mer, dans une maison de l'étrite rue de l'Écu qui s'appellera, tôt ou tard, la rue Coquelin. Son père tient une boulangerie bien achalandée. C'est un homme intelligent, d'un caractère expansif, bon commerçant et bon père de famille. Il compte que ses garçons ne boudent pas plus que lui à la besogne. Il les envoie chez le père Taverne, un vieux maître d'école qui leur inculque le rudiment; puis il les voit leur couvrir blanc, les coiffe de la toque professionnelle et les prend dans sa boutique. Bientôt il remarque que l'aîné a de fâcheuses dissolutions, qu'il rêve au jour du four où le pain brûle, et se comporte à peu près à la façon du poète-cuisinier Ragueneau, que M. Edmond Rostand a si joliment portraituré. Mais Constant ne se laisse point de vers, il en déclare : il a appris la *Payse*, le *Sapeur troublé*, le *Caporal et la Payse*, le *Sapeur troublé*, et il les fredonne avec tant de verve que les clients, auxquels il apporte dans sa manne d'osier des pâtisseries, se plaisent à les lui faire chanter.

Cependant, auprès de ce mitron de quinze ans, se tient un autre mitron, de

sept ans plus jeune, qui le contemple avec ravissement et vénération. Le cadet — ce cher Cadet ! — est ébloui par les talents de son frère. Il l'écoute bouche bée et oublie, lui aussi, les galettes confites à ses soins. Partout où se faufile Constant, — sur l'estrade des cafés-concerts du port, sur les bréteaux du petit théâtre Sandre, que dirige un ancien père noble émule de Frédéric, — on aperçoit, dans un coin de la salle ou des coulisses, le bième patronnet qui applaudit aux efforts du débutant. Ces séances d'amateurs avaient lieu à la fin de la semaine. Et Cadet en attendait avec impatience le retour. Le lundi il était mélancolique; le mardi, il commençait à sourire; le samedi matin, en revenant de trimballer dans la haute ville ses tantes à douze sols, il faisait rouler par les rues son cousinnet (ô la délicate aquarelle !) et témoignait, par cet exercice, de la joie qui lui emplissait le cœur. Un matin, Constant lui dit :

— J'organise une représentation extraordinaire.

— Et quel rôle joueras-tu ?

— Je jouerai tous les rôles.

Il ne se vanait pas. Il se montra dans quatre pièces, une bouffonne, une trisole, une sentimentale, une tragique. Cet adolescent ne craignit pas de s'attaquer au personnage de « Pauvre Jacques », que Bouffé avait marqué de son empreinte. Il s'élevait, en sortant de scène, Cadet qui pleurait à chaudes larmes les animaux. Les deux marionnettes, bras dessus bras dessous, remontaient au logis. M. Coquelin le père comprit qu'un si impérieux vocation ne pouvait être contrariée. Et d'ailleurs il se lassait de servir à ses clients des bricoles trop cuites. Il assura à son rejeton douze cents francs de rente et le laissa partir pour Paris. Cadet demeura seul, l'âme désespérée, et n'ayant pour se consoler que le souvenir d'un jour de triomphe.

Cette première soirée, où le nom de Coquelin s'auréola d'un rayon de gloire, est significative. Déjà le puissant acteur s'y révèle; il y affirme sa confiance en soi, son indomptable vaillance et le large appétit qui le pousse aux entreprises... Coquelin est né pour l'action. Il y a en lui l'étoffe d'un conquérant.

Et en effet, sans coup férir, il prend d'assaut la fortune. Au bout de neuf mois, en 1850, il a son prix au Conservatoire; il entre au Théâtre-Français. En moins de deux ans il y devient sociétaire. Il s'installe magistralement dans l'emploi des valets, où la critique, d'accord avec le public, le proclame incomparable. Il est l'homme de Molière, de Regnard, de Beaumarchais; chacune de ses créations est une victoire; les anciens habitués le félicitent de maintenir les traditions, et la génération nouvelle de les rajouter. Il se lie avec Gambetta; leur amitié, fondée sur une estime réciproque, est resserrée par la politique. Coquelin ne cache pas ses opinions radicales; fils du peuple, il reste attaché à ses origines. Aussi, quand la révolution du 4 Septembre renverse le gouvernement impérial, considère-t-il en quelque sorte cet événement comme un succès personnel. Il monte sur le pavois avec les chefs de son parti.

A ce moment, s'abandonna-t-il, ainsi qu'on le lui a reproché, à une certaine exaltation d'amour-propre, qui s'épanouissait dans l'importance de son attitude et dans la profondeur de son discours ? On raconte qu'il s'occupait, au foyer de la Comédie, durant les entr'actes, à remanier la carte d'Europe et qu'il inspirait les législateurs et les hono-rait de ses conseils. Ce n'a-t-on pas inventé ? La malveillance est perfide. Elle a grossi démesurément ce qui n'était qu'une inclination naturelle et légitime. Coquelin a toujours été ardent à défendre ses idées. Lorsqu'en 1876, il reprit le *Barbier de Séville*, il lança avec une telle violence, vers la loge qui occupait le garde des sceaux, les brocards de Beaumarchais, qu'il s'ensuivit un scandale (il n'y a que les petits hommes qui redoutent les petits cris...). Aux vertus qu'on exige chez un domestique, etc. Chaque phrase s'appliquait comme un soufflet sur la joue du ministre. Le comédien lui envoyait, avec allégresse, à pleine volée. Jamais sa voix n'avait été plus importunement. L'ovation de la salle le flattait douloureusement, puisqu'elle récompensait l'artiste et encourageait le démocrate. Il se sentit, en ces heures mémorables, le souffle d'un tribun. Et certainement il ne tenait qu'à lui de descendre dans l'arène électorale, et d'y moissonner les fleurs de la popularité. Il était très dignement tenu sa place au Palais-Bourbon. Et qui sait vers quels sommets l'élite élevée la faveur publique ?

Il préféra rester fidèle au théâtre. Mais il déploya dans ce métier le feu et la turbulence qu'il eût pu mettre au service de l'Etat. Le cadre solennel de la Comédie-Française, la prospérité paisible que cette Compagnie assure à ses membres, ne suffisaient pas aux inquiétudes de son tempérament tumultueux. Il étouffait dans nos murs, il rêvait d'expéditions grandioses, d'apothéoses épiques. Il désirait joindre, à travers l'Océan, sa camarade Sarah Bernhardt. En 1880 il donna sa démission, que l'autorité affectueuse de Gambetta l'obligea de retirer. Six ans plus tard, il l'envoyait de nouveau au Comité. L'oiseau força les barreaux de la cage et prit son vol.

Le voilà qui court le monde... Il traverse l'Europe, il explore l'Amérique, il expérimente tous les moyens de locomotion, railways, steamboat, voiture à vapeur, voiture électrique, le caïk, la drochka, la primitive carriole norvégienne, le somptueux Pullmann-car. Il s'avance, en l'équipage d'un prince, précédé d'un bagage innombrable, accompagné de son chambellan et de son Cour; je veux dire de l'imprésario et des acteurs de la troupe. Il va... il va... il brûle les kilomètres. Dans tous les lieux où il passe, des affiches posées sur les murs lui présentent son image; les reporters se pressent pour interviewer ce Météore qui paraît et disparaît. Et chaque soir, dans des villes différentes, il est Arnolphe, Taruffe, Mascarin, Pégoz, et à des poumons de bronze, des jarrets d'acier; la fatigue ne terrasse pas cet homme... Un seul jour il y a cédé. Interprétant Annibal de *L'Aventurier* et devant, à la fin du second acte, feindre le sommeil, il s'est endormi réellement; et les journaux de New-York ont blâmé

ce jeu de scène, l'accusant de manquer de vérité...

Entre deux tournées, il touche à Paris. Ses amis l'y veulent retenir. Ils s'emploient à réintégrer l'enfant prodigue sous le toit paternel; le 7 décembre 1889, il ramonte sur ces planches vénérables où sa réputation s'est formée; mais il y revient de mauvaise grâce et comme à regret. Quand on a respiré l'air des cimices, on ne s'habitue pas à l'atmosphère d'une maison close. Et puis ce roi ambulancier perdait, en rentrant dans le rang, quelque chose de sa souveraineté. Il avait à compter avec des volontés rivales et parfois intransigeantes. Malgré l'infinité manuelle de l'administrateur général, des froissements se produisaient. Je n'insisterai pas sur ces querelles que les Tribunaux ont dénouées et dont la rançonne s'effaçait, rien, en ce monde, n'étant éternel... Ce fut une guerre épique. La Comédie-Française fit marcher les huissiers. Coquelin accepta l'hospitalité de Mme Sarah Bernhardt à la Renaissance. Leur association ne dura que peu de temps; elle était impraticable, le même empire ne pouvant être gouverné par deux maîtres à la fois, — par César et Cléopâtre. Enfin il s'empara de la Porte-Saint-Martin.

Tout comédien, (avait coutume de répéter Dumas fils) renferme en lui un directeur de théâtre.

M. Coquelin justifia cette parole. C'est un très bon directeur. Il conçoit et exécute; il arrête le plan de campagne et il conduit l'assaut à la tête de son armée. Cet homme de cinquante-huit ans est un jeune capitaine; il ne se reposera qu'après sa mort...

Si l'on voulait décrire la physionomie de Coquelin en le rapprochant d'un de ses rôles, je crois bien que c'est à Figaro qu'il le faudrait comparer... De Figaro il a la mobilité, le verbe éloquent, l'imaginative fertile en ressources, l'universelle aptitude, l'entrain communicatif, et aussi l'esprit frondeur et l'agitation fébrile. Et d'abord, jusqu'en 1870 il est le Figaro insouciant du *Barbier*; il chante son refrain en s'accompagnant sur la guitare; puis, en même temps que le personnage, il mûrit, il devient grave, un tantinet solennel : il est le Figaro du *Mariage* qui porte en son cerveau la Révolution française. Enfin se dessine un troisième Figaro, auquel Beaumarchais n'a pas songé, le Figaro cosmopolite qui s'en va répandre, au bout de l'univers, les lettres françaises, et en revient encensé, acclamé, chargé d'or et de couronnes. Son ambition a grandi avec ses succès. Un panache a poussé sur son feutre picaresque. Il se hausse à la tendresse héroïque de Cyrano... Ce soir, il gravira un échelon de plus :

Il sera Napoléon !

...A ceux qui redouteraient pour lui cette épreuve, je répondrai qu'il n'y a pas un si profond abîme entre Napoléon et Figaro, et que, dans quelque mesure, Figaro est un Napoléon méconnu et Napoléon un Figaro qui a réussi...

Adolphe Brisson.

Une nouvelle dépression se manifeste dans le Nord. Le baromètre en baisse sur nos régions, atteint 750 à Biarritz. Des pluies sont tombées dans le nord-ouest et le centre de l'Europe. La température varie peu; hier, le thermomètre marquait 80 au-dessus dans la matinée et 140 dans l'après-midi; on notait 170 à Alger.

En France, un temps nuageux et doux est probable. Dans la soirée le baromètre marquait 764 mm.

Monte-Carlo. — Thermomètre : le matin à huit heures, 14°; à midi, sans variation. Beau temps.

Les Courses  
A 2 heures. Courses à Auteuil. — Gagnants de Robert Milton :

Prix du Chaillon : Sister Frances.  
Prix du Chêne-Capitaine : Brahma.  
Prix d'Achéres : Memorandum.  
Prix d'Arles-Tour : Forfar.  
Prix de la Croix-Dauphine : Sommeil.  
Prix du Val : Sombrun.

CONCOURS HIPPIQUE  
A 9 heures du matin : Examens d'équitation pour jeunes gens de dix à vingt ans. — A 1 heure : 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>re</sup> division, chevaux attelés seuls. — A 3 heures : Sauts d'obstacles, Prix des Dames, gentlemen.

LES PERPLEXITÉS D'UN SOLDAT  
Je commentais hier la parole désolante fameuse de M. le président du Conseil : « Nous avons peut-être été victimes, en 1894, d'une mystification. » On me permettra aujourd'hui d'encadrer une parole que semblable, mais plus noble, plus humaine, plus chrétienne, tombée des lèvres d'un soldat, recueillie par ses amis et livrée par eux au public, sans qu'il ait protesté : « Il y a peut-être un innocent à l'île du Diable », a dit M. le commandant Freystätter.

M. le commandant Freystätter était capitaine en 1894. Il fut le plus jeune des membres du Conseil de guerre qui jugea Dreyfus et eut cette qualité il fit le premier connaitre son avis. Puis il partit pour Madagascar. Et les années passèrent.

Un jour, dans un village où il campait le capitaine reçut un paquet de journaux qui lui apprirent que le bordereau n'avait peut-être pas été écrit par Dreyfus; que le colonel Henry venait de se couper la gorge, après avoir établi la culpabilité de Dreyfus; que le général de Boisdeffre venait de donner sa démission de chef d'état-major général.

Le capitaine se rappela que les experts avaient affirmé que le bordereau était de Dreyfus. Il se rappela qu'Henry avait témoigné contre Dreyfus, et il se mit à souffler parce qu'il se mit à douter.

S'il avait été un homme d'Etat, il aurait dit : « Elle est bien bonne ! J'ai été mystifié. » Comme il n'était qu'un soldat, c'est-à-dire un homme d'action, c'est-à-dire un homme pour qui la pensée doit

se traduire par un acte, il se demanda comment il trouverait le moyen de réparer l'erreur qu'il avait peut-être commise. Et l'écho de ses perplexités est arrivé devant le public.

Le commandant Freystätter sollicite pour parler la permission de son chef, le ministre de la marine, ou l'invitation de la Cour de cassation.

Pourquoi a-t-il fallu attendre qu'un officier revint de Madagascar pour proclamer cette vérité simple : C'est un crime d'essayer de créer une confusion entre un faussaire et l'armée ?

Pourquoi tous ces chefs, qui ont notre confiance, dont quelques-uns ont même notre admiration, n'ont-ils pas compris qu'à aucun prix il ne fallait laisser s'introduire les passions politiques dans l'affaire de la révision; que c'était l'armée elle-même qui devait prendre l'initiative de cette révision et montrer l'excellence de sa justice, en vérifiant et en réparant, s'il y avait lieu, une de ces erreurs qui échappent à tous les juges ?

Cela n'eût-il pas mieux valu que de se mettre à la remorque de quelques cervellés, auxquels les grandes causes vaincues en ce pays-ci peuvent reprocher tous leurs échecs ?

Jusqu'à ces derniers jours, il était encore temps de réparer les funestes conséquences d'un inexplicable entêtement. Peut-être est-ce encore possible aujourd'hui. Sera-ce possible demain ? — J. CORNÉLY.

## A Travers Paris

L'épuration en grand des cours d'eau semble définitivement trouvée :

La ville de Lille fait actuellement une expérience de stérilisation des eaux potables, que les hygiénistes de tous les pays suivent avec un grand intérêt.

Cette expérience se poursuit depuis plusieurs mois avec un plein succès à l'Institut Pasteur à Lille. Elle consiste à traiter les eaux en grande masse par l'ozone, d'après un procédé nouveau imaginé par deux jeunes savants, anciens élèves de l'Ecole normale supérieure, MM. Marmier et Abraham.

On avait déjà proposé depuis longtemps d'employer l'ozone pour détruire les microbes de l'eau. Le baron Tindal, entre autres, avait installé, en 1895, à l'exposition d'hygiène du Champ-de-Mars, un appareil fort ingénieux qui améliorait l'eau de Seine. Malheureusement, l'application en grand du système n'avait pu être réalisée, parce qu'il était très difficile de traiter économiquement et pratiquement de grandes quantités d'eau.

Le procédé de MM. Marmier et Abraham résout la question très parfaitement, ainsi qu'il résulte du rapport présenté à la ville de Lille par une Commission scientifique composée de MM. le docteur Roux, de l'Institut Pasteur de Paris; le docteur Calmette, directeur de l'Institut Pasteur de Lille; Buisson, professeur à la Faculté des sciences de Lille; Bouriez, chimiste-expert, et le docteur Staes-Brame, adjoint au maire de Lille.

Beaucoup de municipalités auxquelles le rapport de cette Commission a été communiqué se préoccupent activement d'appliquer le nouveau procédé aux eaux de rivière ou aux eaux de source polluées qui alimentent les populations dont elles ont la charge.

Ce rapport sera, d'ailleurs, publié dans le prochain numéro des *Annales de l'Institut Pasteur* à Paris.

On peut donc espérer maintenant que nos belles stations balnéaires ou hivernales et les villes de garnison trop souvent décimées par la fièvre typhoïde ou par d'autres maladies propagées par les eaux potables seront bientôt en mesure de sauvegarder d'une manière très efficace la santé de leurs habitants.

C'est une des plus belles découvertes dont s'honoreront les élèves de Pasteur.

Aujourd'hui mardi, rue de la Paix, ouverture de l'Exposition générale de la Maison Nouvelle. Toutes les Parisiennes viendront admirer les nouvelles créations en chapeaux de dames, pour la saison du printemps.

C'est aujourd'hui que se réunira pour la dernière fois, à la galerie des Machines, le jury de peinture du Salon, après quatre journées d'un repos bien gagné. Il s'agit cette fois du repêchage d'un certain nombre de toiles qui, déjà sur le chemin du « cimétière », ne portent pas encore l'IR fatal des refusés.

Après cette opération, qu'on appelle en langage officiel la révision générale, toutes les toiles reçues prendront place sur les cimaises, plus abondamment magnées cette année que l'an dernier par M. Loviot, l'architecte du Salon, et les autres réintégreront leurs ateliers respectifs.

Tout sera terminé ce soir, et tandis que les employés des beaux-arts disposeront les salles de peinture, la sculpture, la gravure et l'architecture, qui encombre déjà les bas côtés de la galerie des Machines et dont l'arrivage doit prendre fin demain soir, recevront la visite de leurs jurés spéciaux.

Dès la semaine prochaine le Salon sera constitué.

M. Paillard, qui a fait la fortune du restaurant de la Chaussée-d'Antin et de l'annexe des Champs-Élysées, ajoute désormais à ces deux maisons la maison Maïre dont il reprend la direction, et à laquelle il donne ainsi le cachet d'élegance dont il semble avoir le secret.

Depuis trois jours, la maison Maïre est dirigée par M. Paillard.

Voilà une bonne nouvelle pour les gourmets.

Dans son dernier numéro, le journal illustré *La Pêche moderne* donne, sous la signature du docteur Lebon, le costume-type du pêcheur. Ce costume, le « Middleton » imperméable à l'eau et perméable à l'air, est une nouvelle création de Bruce et Scott, les grands tailleurs écossais du boulevard des Italiens, qui ont eu tant de succès déjà avec le pardessus « le nouveau Raglan », adopté par tous les vrais sportsmen.

Bruce et Scott, étant tailleurs seulement, sont toujours occupés à créer du nouveau. C'est ce qui fait leur force. Ils profitent de cette occasion pour annoncer l'arrivée de leurs nouveautés anglaises et écossaises pour le printemps de 1899.

Les journaux anglais rendent compte d'une vente qui vient de faire grand bruit de l'autre côté du détroit. C'est la vente de fourrures aux enchères publiques qui se fait à Londres à certaines époques.

Cette fois, l'attraction était hors ligne. Il y avait entre autres une peau de renard noir d'une grandeur et d'un noir exceptionnels, qui faisait l'admiration et l'envie de tous les fourreurs du monde entier. Aussi la lutte a-t-elle été chaude. La victoire est restée, sur une enchère de 340 livres — huit mille cinq cents francs — à M. P. M. Grunwaldt, de Paris, qui veut qu'une pièce de cette beauté et de cette valeur ne fût pas enlevée à la France.

A partir de demain mardi, et pendant huit jours, la peau de renard noir, ainsi conquise sur les amateurs de tous les pays, sera exposée rue de la Paix, dans les magasins de M. Grunwaldt.

**Nouvelles à la Main**  
La petite Mme Champboudet est servée de près par l'entrepreneur Boireau. — Songez donc, se défend-elle, mon mari est si confiant !... Ce serait indigne de le tromper à son insu.

**Le Masque de Fer.**  
Sous le masque de Fer, se cache un homme d'Etat.

**Salon du Figaro**  
Le CASTEL BÉRANGER

Aujourd'hui, à deux heures, aura lieu l'inauguration de l'Exposition du « Castel Béranger », l'œuvre si intéressante et originale du jeune architecte Hector Guimard, professeur à l'Ecole nationale des arts décoratifs, que le jury du concours de



part est sensiblement devancée, et je crois pouvoir annoncer que, d'après le désir formel du ministre, la force navale devra être prête à appareiller jeudi soir, 6 avril, ou, au plus tard, vendredi matin.

A la suite de ces télégrammes, le vice-amiral Ernest Fournier, commandant en chef l'escadre de la Méditerranée, qui était allé passer les fêtes de Pâques auprès de sa famille dans les Alpes-Maritimes, va rentrer immédiatement, et le cuirassé portant son pavillon, le *Brennus*, qui se trouvait au bassin, va en sortir le plus tôt possible. Tous les permissionnaires à longue durée de l'escadre sont rappelés au port, et les navires désignés pour faire partie du voyage complètent leurs approvisionnements en charbon et leurs recharges.

Durant toute la soirée, des télégrammes urgents ont été échangés entre l'escadre, la préfecture maritime et Paris, en vue de ce départ précipité de l'escadre française pour l'Italie. Dès ce soir, en effet, l'escadre a fait demander au préfet maritime de compléter ses approvisionnements de douilles de salut et de matériel d'illumination. L'ordre a été donné au directeur de l'artillerie que chaque bateau fut pourvu aussitôt, et le 6 à midi au plus tard, de cent cinquante douilles de salut au minimum. Le *Pothuau* et le *Charles-Martel* devront en avoir trois cents, et le *Brennus* devra en être pourvu au grand plein.

Un matériel supplémentaire d'illumination, se composant de conducteurs et de lampes, sera embarqué à bord de chaque vaisseau.

Le *Jauréguiberry* et le *Latouche-Tréville* devront sortir demain mardi des bassins pour faire du charbon et les recharges.

Seuls le *Léger* et le *Lévrier*, et peut-être aussi le *Fubusier*, ne seront pas en état de partir à la date indiquée.

Tous les navires des divisions de première ligne feront partie du voyage. En quittant Toulon, l'escadre se dirigera sur Cagliari.

Voici du reste la composition de la force navale envoyée par la France auprès des souverains italiens :

Première division : cuirassés *Brennus*, *Maséna* et *Bouvet* ;

Deuxième division : cuirassés *Charles-Martel*, portant le pavillon du contre-amiral Roustan, et *Carnot*, croiseur *Du Chayla* ;

Troisième division : croiseurs *Pothuau*, portant le pavillon du contre-amiral Marchal, *Chanzy* et *Cassard*, torpilleurs *Forban* et *Kabyle*.

Fallois.

## LA JOURNÉE

Mardi 4 avril

Sports : Courses à Auteuil (2 h.).  
Concours hippique : 9 h. du matin, équitation pour jeunes gens (1 h.), chevaux attelés seuls (3 h.), Prix des Dames (gentlemen).  
Premières : A la Porte-Saint-Martin, *Plus que Reine*.  
Congrès : Ouverture des congrès contre l'alcoolisme (séance matin et après-midi, à la Faculté de médecine), des Sociétés savantes (à Toulouse) et des médecins aliénistes et neurologistes français (à Marseille).  
Les Bibliothèques publiques : Réouverture de la Bibliothèque nationale, fermée depuis le 20 mars dernier (portes ouvertes de 9 h. à 6 h., au lieu de 9 h. à 5 h.).  
Obsèques : Marquis de Chennevières (midi, Sainte-Clotilde) ; comte de Baguer (10 h., Sainte-Clotilde) ; marquis de Pracomtal (10 h., Saint-Pierre de Chaillot) ; M. Emile Clerc (midi, Saint-Honoré d'Eylau).

## Le Monde et la Ville

## SALONS

— La princesse Ourousoff recevra les trois premiers mercredis de ce mois, dans l'après-midi.  
— Le mardi 18 avril, matinée musicale chez la comtesse de La Morlière. Au programme : les œuvres de la vicomtesse de Grandval, accompagnée par l'auteur.

## RENSEIGNEMENTS MONDAINS

— Le prince Ourousoff est parti avant-hier soir, pour aller passer environ trois semaines à Saint-Petersbourg. Son Excellence sera de retour pour les fêtes des Pâques russes.  
— Pendant son absence, l'ambassade de Russie sera gérée par M. Narischkine, en fonctions de chargé d'affaires.

— Arrivés à Paris et descendus à l'hôtel Meurice :  
Le docteur de Hober, professeur à la Faculté de médecine de Vienne, délégué du gouvernement

impérial d'Autriche au septième congrès international contre l'abus des boissons alcooliques ; lady Princep, M. Shaw Stuart, membre du Parlement anglais et lady Shaw Stuart.

— On vient de fonder, à Florence, une Société pour la défense des vieux monuments florentins, qui sont menacés par la pioche des démolisseurs qui on arrive à exécuter le programme de reconstruction du centre de la ville — c'est-à-dire des maisons et des ruelles qui vont du Ponte-Veccchio à la nouvelle place Victor-Emmanuel, et de la rue Tornabuoni à la place de la Seigneurie.

On sait que ce qui attire et retient les amateurs d'art à Florence, c'est la variété des florissances dans les ruelles pittoresques, les mille détails imprévus d'architecture répandus sur les maisons les plus communes, au coin des marchés, sur les boutiques. Les Florentins ont bien compris cela. Ils se sont mis à combattre *pro aris et focis* et ont fait appel à tous ceux qui aiment le beau.

Le Comité pour la conservation de la vieille ville s'est réuni sous la présidence du prince Corsini, dans le salon de son célèbre palais, sur le Lungarno. Autour du prince Corsini étaient : le marquis Ugucioni, le comte Seristori, MM. G. Biagi, Boccini, Carocci et Amerigo Amerighi, membres du Comité, et lady Paget.

On a lu l'adresse au gouvernement, portant déjà plus de mille signatures. Citons parmi ceux qui plaident la cause de Florence :  
Les princesses Louise et Béatrix d'Angleterre ; les princes de Slesvig-Holstein, d'Anhalt, d'Adolphe de Teck, de Saxe-Altenbourg, et de la maison impériale d'Allemagne ; la princesse royale de Suède et Norvège ; les duchesses de Leuchtenberg, de Bedford ; les princesses de Beauvau, Bariatinsky, Tcherbatow ; la marquise de Normandy ; les comtesses de Lytton et de Pembroke ; la baronne James de Rothschild, le duc de Louisa, les princes d'Ansbach, de Salm, de Croy, de Caraman-Chimay ; le duc de Brissac, les princesses Ghika, de Fürstberg, de Wrede, de Reuss, Wassilichikov ; les comtes Teorring, de Gontard, de Pontalès, de Follenberg ; les ducs de Portland, de Westminster, de Montrose, d'Albercorn ; l'archevêque d'York, l'évêque de Londres ; MM. Chamberlain, Balfour, Poincaré, Balaquer, Millard, Jaurès, le duc de Broglie, MM. Paul Bourget, de Freycinet, Coppée, Brunetiere, Gaston Boissier, Hanotaux, Lott, Soré, membres de l'Académie française ; MM. Maspero, Paul Meyer, Perrons, membres de l'Institut ; les directeurs du Louvre, des musées de Londres, Berlin, Monaco, Dresde, Madrid et New-York ; MM. Watts, Sargent, Alma Tadema, Carolus-Duran, Gérôme, Léon Spilliaert, Lembach, Rodin, Antonio, Pélouze, Mercier, Siegfried Wagner ; MM. Sarah Bernhardt, Cosima Wagner, Bartet, Gyp ; comte de La Sizeranne, MM. Stanley, Mistral, Gebhart, Karl, Desjardins, Paul Hervieu, Darmesteter, Ruskin, Eugène Müntz, Tschudi, Girard, de Saint-Andrews ; l'évêque de New-York, Giosuè Carducci, Giuseppe Verdi, Panzacchi, Molmenti, Fogazzaro, comte de Samby, Camillo et Arrigo Boito, Beltrami, Monteverde, Morelli, Palizzi, etc.

Les adhésions continuent à affluer.  
Comme l'on voit, l'Association pour la défense de la vieille ville de Florence a les sympathies de tous ceux qui ont le culte du beau. Nous sommes sûr que le gouvernement italien ne voudra certainement pas livrer l'antique Florence à la pioche des Vandales.

CERCELES

— Admissions du 31 mars au cercle de la rue Volney :

MM. Guillaume Alaux, Noël Bally, Charles-Pierre Bouju, Gustave Debaux, Ernest-Louis Dumas, Henri Durand, Robert Gardin, Auguste Ledru, Julien Le Roy, vicomte Raoul de Lesclapart, Léon Marcelot, Lucien Monsart, Louis Souchen.

Soirée musicale intime, à ce même cercle, lundi prochain. Au programme : les chansons de Thérèse ; Mlle Louise Balthy ; le *Modèle*, ballet-pantomime de Mlle Marquitta, musicien ; M. Georges Laffont, violon ; M. de Cerny, ténor ; M. de Feiffer ; Mlle Blanche Malet, Thylda et Lili.

Cette soirée est réservée aux hommes. Le lendemain, le même programme sera donné pour les mères, filles et sœurs des membres du cercle. Les demandes doivent être adressées au président du cercle, jusqu'au 10 avril.

MARIAGES

— Jeudi prochain on célébrera en l'église de Lanquais, près Bergerac (Dordogne), le mariage du comte de Ferrand de Mauvesin, fils du comte et de la comtesse de Ferrand née d'Armailhacq, avec Mlle Jeanne de Gourgues, fille du marquis de Gourgues, capitaine de cavalerie, démissionnaire en 1876, et de la marquise de Gourgues née de Pontac, fille du comte de Pontac, ancien page du roi Louis XVIII.

Les témoins seront, pour le futur : le comte de Carles, son cousin, et M. de Bellaire son beau-frère ; pour la future : le marquis de Lasse, son oncle paternel, et le comte de Pontac, son oncle maternel ; à Saumur, son oncle maternel.

Le fiancé est, par sa mère, le neveu de M. l'abbé d'Armailhacq, recteur de Saint-Louis des Français, à Rome.

— Samedi prochain, on bénira, en l'église Saint-Martin, à Montbéliard (Doubs), le mariage de M. Roger Roux, jeune suppléant au Tribunal de première instance de Vesoul, fils de M. Amélie Roux née baronne de Freyestadt, avec Mlle Marguerite Bernard, fille de M. et Mme Bernard-Laffont.

Les témoins seront, pour le fiancé : M. Jules Grosjean, ancien préfet du Haut-Rhin et M. Albert Roux, ingénieur des arts et manufac-

sonnages des tapisseries, les cariatides sculptées aux panneaux des vieux bahuts, les vierges d'étaux aux mains jointes, les chrétiens d'ivoire avec leur tête de souffrance et leurs bras en croix, tous supplient Mme Corvete :

Achetez-nous, chère madame Corvete, achetez-nous.  
Et déjà sans force de résistance, elle leur répond :

— Mais je veux bien, moi, mes bons amis.  
Ah ! Gramadoc, qui s'avance dans la dédale des bibelots, connaît bien cette suggestion. Il incline son front énorme, charnu comme une croupe de chérubin, puis dardant vers sa victime son nez à la Zola, fureteur et bilobé. Il amuse d'abord sa précieuse cliente, lui présente des étoffes anciennes. Sous ses doigts gris, elles s'éveillent, s'animent, font le gros dos comme un chat sous une caresse.

— Et votre bahut, monsieur Gramadoc, faites-nous vite voir votre bahut, supplie Mme de La Pierre dont les soixante ans ont des impatiences de filleule.

Une portière levée le dévoile subitement. Gramadoc se tait. Inutile de vanter l'authenticité, le fini des sculptures, la nécessité patriotique de revenir au vieux goût français, de répudier le style anglais, guimauve et angélique... tout à fait inutile. Mme Corvete et sa mère se chargent de vanter l'article.

— On dirait qu'elles veulent le vendre à un troisième client.  
Elles se dépassent l'une l'autre dans la louange. Les « Est-ce joli ! » se croisent, jetés d'une haleine chaude, accompagnés d'amoureux gestes de main qui enveloppent un détail du meuble vénérable, l'isolent pour le goûter mieux.

Mme Corvete balance. Tout en hésitant, d'ailleurs, elle cherche la place future du bahut. Là-haut, dans l'atelier qui sert de cabinet de travail à son mari ? Cabinet de travail !

Cette ironie la rejette à son petit remords. Mais voici le flot des bonnes raisons qui balaye les résistances. D'abord,

pour la fiancée : le comte de Cléric, colonel du 2<sup>e</sup> dragons, et M. Louis Morel, banquier à Montbéliard.

## DEUIL

— Les obsèques du regretté M. Jules Enders, chevalier de la Légion d'honneur, administrateur du Crédit lyonnais, seront célébrées demain, à une heure de l'après-midi, au temple du Saint-Esprit, rue Roquépine.

— On a célébré hier matin, à Saint-Ferdinand des Ternes, les obsèques de M. A. Boyer de Cadusac, ancien sous-préfet.

Selon le désir formel exprimé par le défunt, aucune invitation n'a été envoyée par ses parents, le comte de Nion et le comte de Berny.

— Nous apprenons la mort : — De Mme H. Desprez, née de Bonnières de Vandières, veuve de l'ancien ambassadeur près le Vatican, décédée à l'âge de 78 ans. La défunte était mère de M. Paul Desprez, ministre plénipotentiaire ; — De M. André Vallée, maire de Saint-Christophe (Vienne), décédé à Paris à l'âge de 48 ans. Il était le frère du notaire parisien ; — De Mme veuve Aubert, née Challemeil-Lacour, sœur de l'ancien président du Sénat, décédée en son domicile, boulevard Saint-Martin, à l'âge de 76 ans ; — De Mme de Postel, née de Beaupré-Louvigny, décédée au château de Louvigny ; — Du docteur Louis Percheron, médecin principal de la marine, décédé à Cherbourg à l'âge de 40 ans ; — De M. Joseph Gregori, frère de notre confrère M. Louis Gregori, décédé à Bourg à l'âge de 55 ans ; — De M. Richard Chamberlain, décédé à Londres. Le défunt, frère du secrétaire d'Etat pour les colonies, s'était retiré de la politique en 1892, en raison du mauvais état de sa santé ; — De M. Edmond Chiris, ancien conseiller général des Alpes-Maritimes, décédé à Nice. Le défunt était le frère de M. Léon Chiris, sénateur du même département.

Ferrari.

MORT DE M<sup>me</sup> MICHELET

La veuve du grand écrivain que fut Michelet est morte dimanche soir, à huit heures et demie, dans le même appartement où était mort Michelet en 1874.

On sait quelle idylle fut la première correspondance de Michelet avec Mlle Mialaret, institutrice en Pologne. C'était déjà l'union de deux âmes, et quand, plus tard, devenu veuf, l'époux, ce fut pour lui comme une vraie nouvelle.

La jeunesse, qui avait été pour lui laborieuse et triste, semblait lui apparaître alors seulement, pleine de fleurs et de sourires.

Il en éprouva une sorte d'exaltation qui nous valut ces chefs-d'œuvre : *La Femme d'Oiseau*, *la Mer*.

Mlle Mialaret était née à Montauban, en 1826 ; il y avait donc près de trente ans de différence entre leurs âges, et cependant l'amour fut réciproque et absolu. Quand elle fut veuve, Mme Michelet se consacra au souvenir de son mari. C'était un culte chez elle. L'appartement restait tel que l'avait habité Michelet ; les meubles demeuraient en place, les petits riens, qui rappellent souvent des souvenirs précieux, étaient sacrés comme tout le reste.

Cependant, l'appartement avait depuis longtemps besoin de réparations, et Mme Michelet ne voulait rien entendre, de peur qu'on dérangeât quelque chose. On lui proposait de faire les réparations en son absence, lorsqu'elle allait aux environs de Paris. Moins encore elle acceptait qu'on touchât à quoi que ce fût en son absence. Enfin, elle s'y est décidée après qu'on lui eût célébré le centenaire de Michelet, ce centenaire où toute son âme a reçu le passé, et a cueilli avec transport les fleurs déposées autour du buste de son mari.

Cette apothéose avait été pour elle la suprême consolation, et elle ne désirait rien de plus. Elle consentit donc aux réparations nécessaires à son appartement, mais sans vouloir en sortir, surveillant tout, dormant au milieu des plâtres neufs. Elle y a pris froid, il y a huit jours, et elle a succombé à une pleurésie.

Ses obsèques auront lieu jeudi, et, conformément à ses dernières volontés, le corps sera incinéré.

Quelque réserve que puissent faire quelques-uns sur les idées de Michelet, comme penseur et historien, son amour tardif et délicat, ce culte dont il a été l'objet de la part de sa femme sont absolument touchants. Elle a été l'inspiratrice des dernières heures et des œuvres les plus émues et les plus éloquentes.

On croit qu'elle laisse au musée Carnavalet de nombreux souvenirs de son mari, outre son beau portrait par Couture, qu'elle a déjà donné.

Jean Villemer.

## A l'Etranger

## NOUVELLES

## ALLEMAGNE

ENTREVUE ENTRE M. DE BULOY ET L'AMBASSADEUR D'ANGLETERRE

Berlin, 3 avril. — M. de Bulow, secrétaire d'Etat à l'office des affaires étrangères, a abrégé son congé et est revenu aujourd'hui à Berlin ; il a eu, peu de temps après son arrivée, une longue conférence avec l'ambassadeur d'Angleterre.

## BELGIQUE

L'INAUGURATION DE LA MAISON DU PEUPLE

Bruxelles, 3 avril. — Les socialistes belges ont célébré par des fêtes, hier et aujourd'hui, l'inauguration de leur nouvelle Maison du Peuple, vaste et luxueux bâtiment qui, tout achevé, coûtera près de deux millions. Des délégués de tous les groupes belges, et de nombreux délégués étrangers, parmi lesquels une centaine de Français, assistaient à ces fêtes populaires.

Un cortège composé de douze mille manifestants, avec beaucoup de corps de musique, de chars et d'innombrables drapeaux rouges, a parcouru dimanche les principales rues de Bruxelles. Le public est resté indifférent, et l'ordre le plus parfait n'a cessé de régner. L'après-midi il y a eu un meeting inaugural, un festival de musique et le soir un concert et un bal.

Aujourd'hui, dans l'immense salle des fêtes du nouveau palais, une conférence internationale a été donnée, et elle était présidée par Vandervelde, le jeune leader du socialisme belge. Plusieurs délégués français y ont pris la parole : MM. Jaurès, Dejeante Colly, Guillemin, Gérault-Richard, Salembier, Perthus, Camelinat, Devraigne, délégué de Lille, etc. Tous ont félicité les socialistes belges des résultats remarquables auxquels ils sont si rapidement parvenus par la coopération. Jaurès notamment, dans une allocution éloquent, a dit que le devoir des socialistes français était d'imiter l'organisation de leurs camarades belges, d'emprunter un peu de leur énergie, de leur esprit de suite. Camelinat a fait l'apologie de la Commune de Paris et a invité les socialistes de tous les pays à fonder la Commune internationale universelle.

MM. Jaurès et Gérault-Richard sont allés l'après-midi dans le bassin houiller de Charleroi où ils devaient prendre la parole. Ils rentrent à Paris mardi matin.

## ESPAGNE

NOMINATIONS DIPLOMATIQUES

Madrid, 3 avril. — Le prochain Conseil des ministres s'occupera de quelques nominations dans le corps diplomatique. Le duc de Santo-Mauro sera nommé ambassadeur à Berlin ou au Quirinal.

La Régente a signé un décret nommant le duc de Vista-Hermosa ambassadeur d'Espagne à Saint-Petersbourg.

## GRÈCE

DIMISSION DU MINISTÈRE

Athènes, 3 avril. — A la suite d'un Conseil tenu ce matin, les ministres ont décidé de donner leur démission.

La démission du cabinet a été acceptée par le Roi.

On se perd en conjectures sur les raisons de cette démission inopinée.

Athènes, 3 avril. — Les ministres de l'intérieur et de la guerre démissionnent la démission du cabinet.

Dépendant celle-ci paraît certaine et l'on peut s'attendre à voir prochainement sous la présidence de M. Deligioris, la majorité théocratique étant écartée, mais rien n'est sûr. La crise sera probablement longue.

## ÉTATS-UNIS

L'AFFAIRE D'APIA

New-York, 3 avril. — On mande de Washington au *Journal* que le consul d'Amérique à Apia a reçu l'ordre d'envoyer un compte rendu détaillé des troubles qui se sont produits récemment, afin qu'une demande de compensations pour le meurtre des soldats américains qui gardaient le consulat puisse être promptement adressée à Berlin.

On croit savoir que l'Angleterre se prépare à agir dans le même sens pour le meurtre de trois marins anglais.

## LES AMÉRICAINS AUX PHILIPPINES

On a quelques détails sur la prise de Malolos par la brigade Mac-Arthur, événement qui s'est passé vendredi dernier dans la matinée. A en juger par les télégrammes reçus, les dispositions étaient fort bien combinées. Le général américain s'attendait à une résistance énergique des insurgés, supposant que ceux-ci auraient à cœur de défendre avec opiniâtreté la capitale choisie par Aguinaldo. Contrairement à cette attente pourtant

justifiée, les insurgés ont défendu mollement la ville, leur feu était mal dirigé, beaucoup moins bien que dans les précédentes rencontres. Bref, après une heure de bombardement et de combat, les troupes du général Mac-Arthur entraient dans Malolos.

Beaucoup de maisons flambaient. Tous les habitants s'étaient enfuis, à l'exception de quelques centaines de Chinois, qui rapportèrent que toute l'armée d'Aguinaldo était partie pour le nord de l'île, deux jours auparavant, ne laissant qu'un seul bataillon dans la ville, avec mission d'y mettre le feu au moment de l'entrée des Américains.

La prise de Malolos a coûté aux Américains cinq tués et quarante blessés.

Les conséquences de ce succès ne seront pas grandes, il faut bien le reconnaître. Sans doute, les troupes américaines ont fait reculer devant elles les bandes, très aguerries, d'Aguinaldo ; mais ces bandes, ou mieux cette armée, est presque intacte, elle n'a fait que se replier, elle est prête à continuer la lutte et à faire payer chèrement aux Américains leurs succès de ces jours derniers. En sorte que la campagne est à refaire.

Malheureusement pour les Américains, la saison des pluies va commencer dans le courant de ce mois, les difficultés vont donc doubler pour eux. On l'a compris à Washington où déjà l'on annonce qu'il faut remettre à plus tard la reprise des opérations militaires contre les insurgés. La conquête des Philippines durera beaucoup plus que la guerre elle-même qui a donné aux Etats-Unis la souveraineté nominale sur les colonies espagnoles.

Marc Landry.

Il y a, pour nous autres Français, quelques réflexions à faire sur ce naufrage de la *Stella*, dont les survivants ont été ramenés à Cherbourg par un petit remorqueur de l'Etat, le *Marsoin*. Un des passagers, né natif de Harow, et Anglais pur sang, par conséquent, a fait du naufrage un récit émouvant, et dont notre amour-propre national peut tirer quelque vanité, si tant est qu'en de pareilles catastrophes, il puisse y avoir place pour la vanité.

Une douzaine de naufragés avaient trouvé place dans un canot, et, depuis plusieurs heures, ils luttaient éperdument contre les vagues. De temps à autre, un de ces malheureux était emporté par une lame ; d'autres, subitement, devenaient fous. Ces scènes d'horreur ne sont d'ailleurs pas nouvelles et chaque naufrage les voit, hélas ! se reproduire. Soudain, à l'horizon, deux steamers apparaissent. Les naufragés lèvent les bras au ciel, agitent leurs mouchoirs. L'un des steamers s'arrête. Il a vu les signaux. Il va sans doute arriver au secours. Mais non. *Time is money*, et le navire, qui est un navire anglais, continue sa route, laissant ses compatriotes se débattre comme ils peuvent.

Le lendemain, un autre navire est en vue, encore un navire anglais, car nous sommes, ne l'oublions pas, sur la côte anglaise. Cette fois, c'est peut-être le salut. Mais non, toujours non. Le navire s'éloigne ; il est pressé d'aller débarquer ses passagers et son chargement. Les naufragés, à bout de forces, croient que leur dernière heure est venue. C'est alors que le vaillant petit *Marsoin* vient à leur secours. Il les recueille à son bord, il les réconforte, il les rapatrie. Et nos braves marins, pour leur peine, refusent de recevoir autre chose que des remerciements. Ils n'ont fait que leur devoir, c'est entendu, mais enfin, tous ces beaux steamers, qui étaient anglais, n'ont pas fait le leur. La comparaison vient fatalement à l'esprit, et je crois bien que cette fois, tout au moins, il est difficile de nous parler de la supériorité de la race anglo-saxonne...

E.

## NOTES D'UN PARISIEN

Il y a, pour nous autres Français, quelques réflexions à faire sur ce naufrage de la *Stella*, dont les survivants ont été ramenés à Cherbourg par un petit remorqueur de l'Etat, le *Marsoin*. Un des passagers, né natif de Harow, et Anglais pur sang, par conséquent, a fait du naufrage un récit émouvant, et dont notre amour-propre national peut tirer quelque vanité, si tant est qu'en de pareilles catastrophes, il puisse y avoir place pour la vanité.

Une douzaine de naufragés avaient trouvé place dans un canot, et, depuis plusieurs heures, ils luttaient éperdument contre les vagues. De temps à autre, un de ces malheureux était emporté par une lame ; d'autres, subitement, devenaient fous. Ces scènes d'horreur ne sont d'ailleurs pas nouvelles et chaque naufrage les voit, hélas ! se reproduire. Soudain, à l'horizon, deux steamers apparaissent. Les naufragés lèvent les bras au ciel, agitent leurs mouchoirs. L'un des steamers s'arrête. Il a vu les signaux. Il va sans doute arriver au secours. Mais non. *Time is money*, et le navire, qui est un navire anglais, continue sa route, laissant ses compatriotes se débattre comme ils peuvent.

Le lendemain, un autre navire est en vue, encore un navire anglais, car nous sommes, ne l'oublions pas, sur la côte anglaise. Cette fois, c'est peut-être le salut. Mais non, toujours non. Le navire s'éloigne ; il est pressé d'aller débarquer ses passagers et son chargement. Les naufragés, à bout de forces, croient que leur dernière heure est venue. C'est alors que le vaillant petit *Marsoin* vient à leur secours. Il les recueille à son bord, il les réconforte, il les rapatrie. Et nos braves marins, pour leur peine, refusent de recevoir autre chose que des remerciements. Ils n'ont fait que leur devoir, c'est entendu, mais enfin, tous ces beaux steamers, qui étaient anglais, n'ont pas fait le leur. La comparaison vient fatalement à l'esprit, et je crois bien que cette fois, tout au moins, il est difficile de nous parler de la supériorité de la race anglo-saxonne...

E.

Il y a, pour nous autres Français, quelques réflexions à faire sur ce naufrage de la *Stella*, dont les survivants ont été ramenés à Cherbourg par un petit remorqueur de l'Etat, le *Marsoin*. Un des passagers, né natif de Harow, et Anglais pur sang, par conséquent, a fait du naufrage un récit émouvant, et dont notre amour-propre national peut tirer quelque vanité, si tant est qu'en de pareilles catastrophes, il puisse y avoir place pour la vanité.

Une douzaine de naufragés avaient trouvé place dans un canot, et, depuis plusieurs heures, ils luttaient éperdument contre les vagues. De temps à autre, un de ces malheureux était emporté par une lame ; d'autres, subitement, devenaient fous. Ces scènes d'horreur ne sont d'ailleurs pas nouvelles et chaque naufrage les voit, hélas ! se reproduire. Soudain, à l'horizon, deux steamers apparaissent. Les naufragés lèvent les bras au ciel, agitent leurs mouchoirs. L'un des steamers s'arrête. Il a vu les signaux. Il va sans doute arriver au secours. Mais non. *Time is money*, et le navire, qui est un navire anglais, continue sa route, laissant ses compatriotes se débattre comme ils peuvent.

Le lendemain, un autre navire est en vue, encore un navire anglais, car nous sommes, ne l'oublions pas, sur la côte anglaise. Cette fois, c'est peut-être le salut. Mais non, toujours non. Le navire s'éloigne ; il est pressé d'aller débarquer ses passagers et son chargement. Les naufragés, à bout de forces, croient que leur dernière heure est venue. C'est alors que le vaillant petit *Marsoin* vient à leur secours. Il les recueille à son bord, il les réconforte, il les rapatrie. Et nos braves marins, pour leur peine, refusent de recevoir autre chose que des remerciements. Ils n'ont fait que leur devoir, c'est entendu, mais enfin, tous ces beaux steamers, qui étaient anglais, n'ont pas fait le leur. La comparaison vient fatalement à l'esprit, et je crois bien que cette fois, tout au moins, il est difficile de nous parler de la supériorité de la race anglo-saxonne...

E.

Il y a, pour nous autres Français, quelques réflexions à faire sur ce naufrage de la *Stella*, dont les survivants ont été ramenés à Cherbourg par un petit remorqueur de l'Etat, le *Marsoin*. Un des passagers, né natif de Harow, et Anglais pur sang, par conséquent, a fait du naufrage un récit émouvant, et dont notre amour-propre national peut tirer quelque vanité, si tant est qu'en de pareilles catastrophes, il puisse y avoir place pour la vanité.

Une douzaine de naufragés avaient trouvé place dans un canot, et, depuis plusieurs heures, ils luttaient éperdument contre les vagues. De temps à autre, un de ces malheureux était emporté par une lame ; d'autres, subitement, devenaient fous. Ces scènes d'horreur ne sont d'ailleurs pas nouvelles et chaque naufrage les voit, hélas ! se reproduire. Soudain, à l'horizon, deux steamers apparaissent. Les naufragés lèvent les bras au ciel, agitent leurs mouchoirs. L'un des steamers s'arrête. Il a vu les signaux. Il va sans doute arriver au secours. Mais non. *Time is money*, et le navire, qui est un navire anglais, continue sa route, laissant ses compatriotes se débattre comme ils peuvent.

Le lendemain, un autre navire est en vue, encore un navire anglais, car nous sommes, ne l'oublions pas, sur la côte anglaise. Cette fois, c'est peut-être le salut. Mais non, toujours non. Le navire s'éloigne ; il est pressé d'aller débarquer ses passagers et son chargement. Les naufragés, à bout de forces, croient que leur dernière heure est venue. C'est alors que le vaillant petit *Marsoin* vient à leur secours. Il les recueille à son bord, il les réconforte, il les rapatrie. Et nos braves marins, pour leur peine, refusent de recevoir autre chose que des remerciements. Ils n'ont fait que leur devoir, c'est entendu, mais enfin, tous ces beaux steamers, qui étaient anglais, n'ont pas fait le leur. La comparaison vient fatalement à l'esprit, et je crois bien que cette fois, tout au moins, il est difficile de nous parler de la supériorité de la race anglo-saxonne...

E.

Il y a, pour nous autres Français, quelques réflexions à faire sur ce naufrage de la *Stella*, dont les survivants ont été ramenés à Cherbourg par un petit remorqueur de l'Etat, le *Marsoin*. Un des passagers, né natif de Harow, et Anglais pur sang, par conséquent, a fait du naufrage un récit émouvant, et dont notre amour-propre national peut tirer quelque vanité, si tant est qu'en de pareilles catastrophes, il puisse y avoir place pour la vanité.

Une douzaine de naufragés avaient trouvé place dans un canot, et, depuis plusieurs heures, ils luttaient éperdument contre les vagues. De temps à autre, un de ces malheureux était emporté par une lame ; d'autres, subitement, devenaient fous. Ces scènes d'horreur ne sont d'ailleurs pas nouvelles et chaque naufrage les voit, hélas ! se reproduire. Soudain, à l'horizon, deux steamers apparaissent. Les naufragés lèvent les bras au ciel, agitent leurs mouchoirs. L'un des steamers s'arrête. Il a vu les signaux. Il va sans doute arriver au secours. Mais non. *Time is money*, et



opinions très différentes. Je l'ai montrée aussi bien à M. Papilland, de la *Libre Parole*, qu'à M. Manière, de l'*Aurore*, et j'ai même devant ces deux messieurs, que j'ai remis à M. Labat, pour être communiqué à M. Sarrin, alors ministre de la justice.

Je tiens une photographie de cette lettre à votre disposition.

Le Temps, après avoir reproduit la lettre adressée par M. Victor Caviale à M. le sénateur Joseph Fabry, pour lui faire part des inquiétudes éprouvées par le capitaine Freystätter, publie les déclarations suivantes qui lui ont été faites par un des amis de cet officier :

C'est, on le sait, le 22 décembre 1894 que les juges du Conseil de guerre condamnent Dreyfus. Il n'y avait alors aucun doute dans l'esprit : Dreyfus avait trahi, Dreyfus avait livré nos secrets militaires à l'Allemagne.

Peu de temps après, l'un des juges, le plus jeune, le capitaine Freystätter, était pour faire la campagne de Madagascar. L'homme, très isolé, occupé à guerroyer dans l'île, n'entendait, pendant longtemps, plus parler du jugement auquel il avait pris part.

Des années passèrent.

Un jour, dans un village hova où il campait avec sa compagnie, il reçut un paquet de journaux de France qui lui apportèrent le bordereau n'avait peut-être pas été écrit par Dreyfus, que le colonel Henry, le principal témoin à charge du procès, s'était coupé la gorge après avoir avoué être l'auteur du faux se rapportant à Dreyfus, que le général de Boisdeffre, chef d'état-major général, avait subitement donné sa démission.

Alors, un doute cruel lui vint. Il avait condamné Dreyfus sur le bordereau, après que les experts l'eurent convaincu qu'il avait bien écrit par l'homme qu'il était appelé à juger, et aussi sur les dépositions des témoins, principalement sur celle du colonel Henry, nette, formelle, accablante.

Mais si le bordereau n'était pas de la main de Dreyfus, si le colonel Henry avait fait un faux témoignage, comme peut le laisser supposer le faux avoué, qui a motivé son suicide, Dreyfus n'était peut-être pas coupable ; et les juges avaient peut-être envoyé au bagne un innocent.

Ce doute le tortura.

Quand le capitaine Freystätter revint en France, il y a deux mois, il fit part de ce doute à certains de ses amis.

Les paroles qu'il a prononcées au cours d'un déjeuner désormais fameux, le 12 mars, à Ecoeur, chez M. de Lanesman, n'étaient pas dites à la légère. Le capitaine Freystätter n'a pas parlé en étourdi ou pour se rendre intéressant.

Ses paroles étaient longuement préméditées ; et elles lui étaient dictées par le besoin de justice et sa conscience alarmée. Malheureusement elles ont été inexactement et maladroïtement rapportées, M. de Lanesman le sait bien.

Le capitaine n'a pas dit qu'il était pleinement convaincu de l'innocence de Dreyfus. Vous avez, d'ailleurs, publié le dément de ses colonnes, et tous les renseignements que vous avez donnés à ce sujet sont scrupuleusement exacts.

Ce qu'il a dit, il le répète, qu'on en soit persuadé, et MM. Honorat et Callet n'auront pas besoin de se déranger pour aller témoigner devant la Cour de cassation, comme ils ont manifesté l'intention de le faire, des propos qu'ils ont entendus.

Notre confrère ayant demandé à la personne qui lui faisait ces déclarations quelle serait l'attitude du capitaine Freystätter à la Cour de cassation, dans le cas où les magistrats de cette Cour l'appelleraient en témoignage, il lui a été répondu :

« Je ne puis vous dire ce qu'il fera et ce qu'il dira. Il n'oubliera pas qu'il est soldat et qu'il a comme devoir d'être respectueux de la discipline et des règlements militaires. Mais je crois que sa conscience lui dictera une déclaration nette s'il est autorisé à parler par son chef, le ministre de la marine. »

Le capitaine aime profondément l'armée comme tous les Alsaciens-Lorrains, mais il n'admet pas qu'on essaie de créer une confusion entre un faussaire et l'armée. Il aime aussi la justice. C'est de ces sentiments qu'il s'inspirera dans ses réponses aux questions qui pourront lui être posées.

Le Gaulois publie une lettre qui lui a été adressée par M. Mermeix, en réponse à un article dans lequel ce journal prétendait que l'ancien directeur de la Cocarde avait été condamné en 1889 pour avoir publié, avant l'audience, des pièces de l'enquête faite pour le procès de la Haute Cour.

M. Mermeix rappelle qu'il fut acquitté. L'enquête de 1889 avait d'ailleurs — à la différence de celle publiée actuellement par le Figaro — le caractère d'un acte de procédure criminelle. M. Mermeix avait été d'abord condamné par le Tribunal correctionnel ; mais ce jugement fut cassé, et il fut renvoyé devant la Cour d'assises, qui le renvoya à son tour chez lui... en l'acquittant.

Voici la lettre publiée par le Gaulois : 31 mars 99.

Monsieur le directeur,

En rappelant hier matin le procès qui me fut intenté en 1889 pour avoir publié avant l'audience la procédure de la Haute Cour, le Gaulois a commis une erreur que je vous serai obligé de rectifier.

Il est vrai que M. Quesnay de Beaurepaire, alors procureur général, au lieu de me faire un simple procès de presse, crut devoir me faire arrêter et poursuivre sous l'inculpation fantaisiste de « complicité de vol par recel du volume qui contenait la procédure ».

Il est vrai qu'on put me faire condamner en police correctionnelle, malgré les protestations de tous les directeurs des journaux de Paris, malgré les vœux, car vous fîtes un de mes témoins à décharge.

Mais l'affaire ayant été, à la suite d'un règlement de juges, portée devant les assises, je fus acquitté par le jury. Il n'est donc pas exact de dire que j'ai été condamné pour avoir fait une publication dont vous-même avez dit : « qu'à ma place vous l'auriez faite avec empressement ».

Croyez, etc.

MERMEIX,

Ancien directeur de la Cocarde.

Nous avons reproduit avant-hier, d'après le *Sicile*, une lettre que le lieutenant-colonel Henry avait écrite, en octobre 1894, à un rédacteur de la *Libre Parole*, pour l'informer que l'officier arrêté sous l'inculpation d'espionnage s'appelait Dreyfus et que les Israélites se métaient « en mouvement » pour éblouir l'affaire. Le post-scriptum portait : « Faites compléter ma petite enquête au plus vite. »

M. Papilland, dans la *Libre Parole*, reconnaît l'exactitude de cette lettre ; mais il ajoute que cette lettre, reçue par lui le 28 octobre 1894, n'avait pour lui « que la valeur d'une lettre anonyme, puisqu'il n'en connaissait pas le signataire ». Le rédacteur de la *Libre Parole* ajoute qu'il ne chercha pas, à cette occasion, à faire de l'antisémitisme, car dans les questions qu'il posa le soir même dans le numéro portant la date du lendemain, il ne citait pas le nom de Dreyfus et n'indiquait pas que l'individu arrêté fut un juif.

Le Lisieux.

## LA TÉLÉGRAPHIE SANS FIL

(De notre correspondant particulier)

Boulogne-sur-Mer, 2 avril.

Les visiteurs continuent à affluer à Wimereux. Anglais et Français sont attirés par l'œuvre de la télégraphie sans fil. La plupart restent hypnotisés devant le grand mat dont nous avons donné la description. Ils l'examinent de la base au sommet ; ils l'interrogent du regard et semblent lui demander son secret, mais le grand mat ne révèle rien parce qu'il n'a rien à révéler.

A dix mètres environ de l'endroit où il est planté, dans le chalet « l'Artois » se trouve, en effet, l'âme de la belle invention qui a déjà rendu célèbre M. Marconi et en faveur de laquelle les Anglais, assurément, ont déjà souscrit un capital de cinq millions. Un fil, fixé au milieu d'une vitre, relie, en effet, l'extrémité de cette perche, haute de cinquante-quatre mètres, à l'appareil moteur qui se trouve installé dans une salle qui fait face à la plage.

La porte de ce chalet ne s'ouvre que devant de rares visiteurs ; sous les auspices du *Figaro*, nous avons eu l'honneur d'être au nombre des privilégiés.

Un jeune Anglais, blond, fort aimable, nous introduit dans un vestibule et, après quelques moments d'attente, nous nous trouvons en présence de M. Marconi.

Comme il ne connaît que quelques mots de français, nous nous entretenons en anglais, qu'il parle comme sa langue maternelle. Grand, svelte, châtain, la tête fine, la lèvre supérieure ombragée d'une légère moustache, l'air énergique, méditatif, souriant parfois, ce jeune homme est d'une rare modestie. Il s'empresse de rendre hommage à la science française qui a complété son œuvre, et il associe au mérite de son invention celui de M. Branly, professeur à la faculté catholique de Paris, qui l'a perfectionnée.

Je ne décrierai point l'appareil. Il occupe peu d'espace sur une table de un mètre cinquante centimètres. M. Marconi nous offre de communiquer avec l'Angleterre. En face de Wimereux se trouve, en effet, installé sur un bateau-phare, à environ cinquante kilomètres, un appareil similaire à celui que nous avons sous les yeux. Il s'agit donc de la télégraphie sans fil.

La réponse ne se fit point attendre. Le bateau-phare répond que la mer est calme, mais que le brouillard est intense. Tout est net, précis, rapide comme dans un bureau ordinaire. De l'appareil, je n'ai vu qu'une bobine recouverte d'un taffetas gris et une boîte couleur d'acajou. Je laisse aux spécialistes le soin de trouver le secret de l'invention et d'en faire la description. Comment cet appareil provoque-t-il des vibrations aériennes à l'instar d'un diapason, qui, en donnant le *la*, soulève les ondes sonores, ou d'une pierre qui, dans une mare, décrit à l'infini des cercles concentriques ? Question. Je ne puis que constater les résultats ; ils sont aussi péremptores que suggestifs.

On avait annoncé que M. Marconi allait se rendre immédiatement à Dieppe pour correspondre avec Newhaven. Il est possible qu'il le fasse. Nous dans cette ville, mais pas avant le 1<sup>er</sup> mai, époque jusqu'à laquelle les expériences continueront à Wimereux.

Avant de partir, nous faisons observer au jeune inventeur que le ministre de la marine, M. Lockroy, que cette invention intéresse sans aucun doute, doit s'arrêter mardi à Boulogne et que l'occasion d'assister à ses premières expériences s'offrirait sûrement à lui désormais. M. Marconi nous a répondu qu'il serait très honoré et heureux de les faire devant le ministre français ; mais, arrivant à trois heures de l'après-midi pour reprendre la mer le lendemain, nous craignons, le désirait-il, que le temps ne lui fit défaut pour réaliser ce projet.

Nous avons pris congé de M. Marconi, non sans avoir reçu la mission de transmettre au *Figaro* ses sincères remerciements pour l'intérêt tout particulier qu'il prend à son invention.

E. Martel.

## Retour de la mission Marchand

(Par dépêche de notre correspondant)

Toulon, 3 avril.

Le croiseur d'escadre le *D'Assas*, commandant Ridoux, a appareillé cet après-midi, à quatre heures, allant prendre à Djibouti le commandant Marchand et les membres de sa mission.

Le capitaine de vaisseau Ridoux, commandant du navire, était arrivé ce matin de Paris, où il avait été appelé spécialement pour recevoir les instructions particulières au retour de Marchand et de ses braves compagnons.

Le commandant Ridoux a eu à ce sujet des entretiens avec M. Guillaumin, ministre des colonies ; Lockroy, ministre de la marine, et Delcassé, ministre des affaires étrangères. A l'arrivée de Marchand sur le navire et devant tous les officiers et délégations de l'équipage du *D'Assas*, il remettra au vaillant officier la cravate de commandeur de la Légion d'honneur, au nom du gouvernement de la République.

Tous les marins du navire qui sont descendus à terre ces jours-ci, ont exprimé la joie qu'ils ressentent de l'agréable mission que le *D'Assas* va remplir et ont témoigné leur projet sincère de pousser de frénetiques hurrahs en l'honneur de Marchand, dès qu'il leur apparaîtra.

Lorsque le *D'Assas*, quittant la rade, est passé devant la coupée du *Brennus*, la musique de l'amiral Fournier, commandant de l'escadre, a joué la *Marcelle*. Les marins ont accueilli l'hymne national aux cris de : « Vive la France ! »

Fallois.

## Nouvelles Diverses

LE CRIME DE CHOISY-LE-ROI

Nous avons dit hier que M. Lemercier, juge d'instruction, avait ordonné le transfert à la Morgue du corps de la jeune Gabrielle Martin, qui, après avoir été violente odieusement, fut jetée à l'eau.

M. Lemercier a voulu éviter une scène pénible aux parents de la petite victime quand on la retirera de l'eau. Il a demandé au commissaire de police de Choisy, M. Lespine, d'apporter à la Morgue M. Martin, en vue de procéder à une reconnaissance du cadavre.

Cette scène émouvante s'est passée hier matin à neuf heures et demie.

PARIS LA NUIT

Un peintre, M. François J., se dirigeait l'avant-dernière nuit, vers le pont de la rue de Valenciennes, lorsqu'il fut assailli par deux rôdeurs, auxquels il essaya de tenir tête. Mais il fut succomber sous le nombre et ses agresseurs, après l'avoir terrassé et dépouillé, le laissèrent sur place, fort mal en point.

Mais ils n'allèrent pas bien loin, les cris de la victime ayant attiré des gardiens de la paix qui se mirent à leur poursuite. Serrés de très près, ils cherchèrent un refuge dans un hôtel meublé dont la porte n'était pas encore fermée. Les agents, naturellement, les y poursuivirent et les recherches commencèrent. Elles n'avaient donné aucun résultat et les gardiens, qui avaient été aidés dans leurs investigations par un locataire de la maison, M. Amont, ouvrier menuisier, se disposaient à s'en aller, lorsque soudain un coup de feu retentit, suivi de la chute de M. Amont qui venait de recevoir une balle dans le côté droit. C'était de la cave que le coup de feu avait été tiré, par la porte entre-bâillée, ouvrant dans le vestibule de l'hôtel.

C'est qu'après un siège en règle que les

MM. Lemercier, Cochefert, son secrétaire Pils ; Gaud, greffier de la Morgue, se trouvaient dans l'antichambre, où le corps de la jeune Gabrielle, placé dans une bierre, avait été déposé sur une table.

On introduisit alors, qui s'agenouilla devant le cadavre de la pauvre petite, sanglota longuement et la baisa pieusement au front. Les magistrats étaient très émus devant cette douleur si vive, et il fallut supplier Martin de se relever et de retourner à Choisy.

— C'est heureux que sa mère n'ait pu venir ! s'est-il écrié, la pauvre femme serait morte de chagrin !... Ma pauvre Gabrielle, nous ne la reverrons plus !

Le pauvre homme est inconsolable, et il tremblait si fort qu'on dut lui guider la main quand M. Pils lui présenta une plume pour signer l'acte de reconnaissance qu'il avait préparé.

A dix heures est arrivé M. Thoinot, médecin légiste, qui se trouvait au village de Thilloy, près de Choisy, où un exprès était allé le chercher. Le docteur Thoinot a jugé que l'autopsie était inutile pour le moment, et il ne l'a point pratiquée, un simple examen du cadavre lui ayant permis d'affirmer qu'il n'y avait aucun doute à avoir sur la nature des outrages dont la malheureuse enfant avait été victime.

L'expertise médicale n'a pas prouvé, bien que la langue dépasse les lèvres de plusieurs centimètres, que la jeune Gabrielle Martin ait été étranglée avec les mains ou avec son fichu de laine. Peut-être son assassin l'a-t-il étouffée en lui comprimant la bouche avec la main.

Le point reste à éclaircir. De concert avec M. Lemercier, M. Cochefert poursuit toujours ses recherches à l'effet de retrouver un sieur Charles Plateau, âgé de quarante-quatre ans, surnommé « le Chacal », qui pourrait vraisemblablement fournir des renseignements utiles.

Malheureusement « le Chacal » est jusqu'aujourd'hui demeuré introuvable.

A l'occasion du terme, exposition de mobiliers complets par milliers, prêts à être livrés, aux Grands Magasins Dufayel. Seule maison garantissant ses meubles pendant trois ans et les expédiant franco d'emballage, quels que soient le poids et le volume, dans toute la France : tapisseries, tentures, meubles de jardin, articles de ménage, de sport, etc. Voir en même temps les nouvelles collections de la Science, les rayons X, le Sténor (de la maison Pathé frères) et le Cinématographe Lumière, dont tous les tableaux viennent d'être changés.

COUPS DE COUTEAU

La foire au pain d'épice est à peine ouverte qu'on signale déjà de nombreuses querelles, parmi lesquelles nous n'avons retenu que celle — une des plus graves — qui a eu lieu entre deux Italiens.

Ferdinand Cheto, vingt ans, journaliste, et Amari Framignio, d'un an plus jeune, tous les deux fort bons camarades jusqu'ici, s'étaient rendus avant-hier à la fête foraine de la place de la Nation. Après avoir visité plusieurs des baraquements installés sur le cours de Vincennes, ils entrèrent dans un débit de vin pour y étancher la soif qu'ils avaient ressentie pendant la chaleur du jour et la poussière du vent.

Cheto, qui est un peu plus âgé que Framignio, tout en vidant leurs verres, ils se mirent à discuter sur les diverses attractions de la fête, et Framignio ayant fait mention d'un certain enthousiasme pour une ballerine qu'il avait également distinguée Cheto, il s'ensuivit une discussion qui tourna bientôt au tragique. Elle se termina par un coup de couteau que Cheto porta en plein visage à Framignio, qui, tout en saignant et assez grièvement blessé, à l'hôpital Saint-Antoine.

Le meurtrier a été arrêté et envoyé au Dépôt.

Jean Koch, âgé de quarante-six ans, charbonnier, actuellement sans domicile fixe, discutait avec sa maîtresse, Héloïse Chemin, vingt et un ans, à la fin du repas qu'ils venaient de prendre dans leur domicile commun, rue de l'Argonne. La jeune femme, qui n'avait pas été, paraît-il, pendant le dîner d'une exemplaire sobriété, se froissa d'une observation que lui fit son amant. Elle saisit un couteau et le planta dans la poitrine de Koch, qui a été transporté mourant à l'hôpital Saint-Louis.

La trop vive Héloïse a été mise à la disposition du Parquet.

Vers minuit, deux jeunes blanchisseuses, Léa Fort et Julie Lemaire, se querelaient, à propos d'un soutien de quartier, dans un débit de vin de l'avenue de Choisy. Le patron de l'établissement les mit dehors, pensant que le grand air calmerait leur ardeur belliqueuse. Il n'en fut rien. La discussion continua de plus belle, et les deux rivaux décidèrent d'aller vider leur différend dans un terrain vague de la rue de Tolbiac.

Armées chacune d'un couteau, elles entreprirent une lutte dont le résultat fut fatal à Julie, qui tomba atteinte de deux coups de couteau à l'épaule et au bras droit. Léa en a été quitte pour une longue estafilade au visage.

Les deux duellistes ont été consignées au poste du quartier, où elles ont reçu les soins d'un médecin.

Les concurrents de High-Life Tailor, 412, rue Richelieu, en sont réduits à lui faire la plus large part de leur publicité. High-Life Tailor se contente de les reléguer au quatrième dessous. Il ne fait pas de polémique avec eux, mais il se donne et se défend bien tranquille, car lorsqu'on a admiré ses complètes à 69 fr. 50 et ses pardessus à 59 fr. 50, c'est comme au bon vieux temps.

Le *Figaro* a publié, le 24 mars dernier, un article appelant l'attention de ses lecteurs sur la situation de l'Asile Sainte-Germaine pour les jeunes filles infirmes et pauvres, 45, rue Desnouettes, à Vanvres.

La supérieure des Sœurs hospitalières qui tiennent cet asile, Sœur Marie de la Solitude, annonce à notre directeur, qu'elle a reçu de la part de Mlle Marie-Louise 50 francs, et d'un anonyme 100 francs.

UN PARI ORIGINAL

Lire l'heure sur le cadran de l'église de Saint-Cloud quand on est sur la Tour Eiffel, c'est le pari original qui vient d'être gagné par un certain M. de Valenciennes. Il a pu faire constater à ses adversaires qu'il était à l'heure 17 minutes, à l'aide d'une jumelle Flammarion prise au hasard chez Fischer, le cadran opticien à la mode, 49, avenue de l'Opéra, dont la réputation s'est encore augmentée depuis que tous les myopes et presbytes chantent les louanges des verres isométriques dont il est seul dépositaire.

PARIS LA NUIT

Un peintre, M. François J., se dirigeait l'avant-dernière nuit, vers le pont de la rue de Valenciennes, lorsqu'il fut assailli par deux rôdeurs, auxquels il essaya de tenir tête. Mais il fut succomber sous le nombre et ses agresseurs, après l'avoir terrassé et dépouillé, le laissèrent sur place, fort mal en point.

Mais ils n'allèrent pas bien loin, les cris de la victime ayant attiré des gardiens de la paix qui se mirent à leur poursuite. Serrés de très près, ils cherchèrent un refuge dans un hôtel meublé dont la porte n'était pas encore fermée. Les agents, naturellement, les y poursuivirent et les recherches commencèrent. Elles n'avaient donné aucun résultat et les gardiens, qui avaient été aidés dans leurs investigations par un locataire de la maison, M. Amont, ouvrier menuisier, se disposaient à s'en aller, lorsque soudain un coup de feu retentit, suivi de la chute de M. Amont qui venait de recevoir une balle dans le côté droit. C'était de la cave que le coup de feu avait été tiré, par la porte entre-bâillée, ouvrant dans le vestibule de l'hôtel.

C'est qu'après un siège en règle que les

agents purent s'emparer des deux rôdeurs, qu'ils ont eu beaucoup de peine à emmener au poste.

Le blessé a été emporté à la Charité par une voiture des Ambulances urbaines. Son état est assez inquiétant.

J. de P.

agents purent s'emparer des deux rôdeurs, qu'ils ont eu beaucoup de peine à emmener au poste.

Le blessé a été emporté à la Charité par une voiture des Ambulances urbaines. Son état est assez inquiétant.

J. de P.

## Informations

Dans les églises. — Une intéressante audition de musique religieuse a été donnée en l'église Saint-Nicolas du Chardonnet, devant une assistance nombreuse. Les maîtres A. de la Voûte ont fait entendre plusieurs mélodies adaptées aux textes liturgiques, qu'ont admirablement chantés les enfants de la maîtrise.

La Pouponnière. — Le tirage de la loterie de la Pouponnière aura lieu demain mercredi, à 4 heures, à la mairie du septième arrondissement, 116, rue de Grenelle.

Une conférence du docteur Doyen. — On sait que S. A. S. le prince de Monaco s'intéresse à toutes les manifestations scientifiques et que, sans se distraire de ses travaux personnels, il suit les tentatives élevées dans toutes les branches de la science. Le Prince ayant vu au château de Marchais, où le docteur Doyen était son invité, les projections cinématographiques de ce praticien, il pria de venir faire dans la Principauté, devant un auditoire de savants, ces démonstrations remarquables. L'éminent chirurgien, répondant au gracieux désir du prince Albert, est donc venu à Monaco.

L'annonce qu'une conférence avec projections cinématographiques allait avoir lieu chez lui, parmi les nombreux médecins du Littoral, un tel mouvement d'intérêt, et les demandes de places affluèrent en tel nombre que la salle de conférences du palais des Beaux-Arts devenant trop étroite, la Société des Bains de mer offrit au docteur Doyen la salle du théâtre, spacieuse, et dont l'aménagement d'électricité favorisait mieux l'usage du cinématographe. Cette salle, pourtant vaste, a été encore trop étroite pour la foule des praticiens et des membres des sociétés de secours aux blessés, accourus de Cannes, Nice, Menton, et qui se sont réunis au corps médical de Monaco pour applaudir leur collègue.

La causerie du docteur Doyen fut très simple et en soi, plutôt sommaire ; il s'agissait surtout de montrer comment grâce au cinématographe on peut reproduire, en même temps que l'action des opératoires, les moindres détails des opérations. D'où résulte, pour principal avantage, un nouveau mode d'enseignement plus efficace que celui, déjà employé, des projections fixes, et en outre la possibilité de faire des conférences dans plusieurs salles, assistantes à ces opérations et dont le cinématographe perpétuera le témoignage.

Les spectateurs ont pu noter avec intérêt l'impression profonde marquée sur la physiologie des opératoires, dans plusieurs cas, assistantes à ces opérations et dont le cinématographe perpétuera le témoignage.

## TÉLÉGRAMMES ET CORRESPONDANCES

Du 3 Avril

Le Crime de Lille

LILLE. — L'instruction vient d'être close. M. le docteur Castiaux, avisé de la demande de contre-expertise formulée par l'avocat du frère Flamand, a déclaré qu'il maintenait purement et simplement les termes de ses rapports. Le dossier a été transmis à M. Tainturier, procureur de la République, qui en vertu de l'article 127 du Code d'instruction criminelle, adressera ses réquisitions au juge d'instruction. Celui-ci pourra alors soit rendre une ordonnance de non-lieu, soit ordonner que le dossier sera transmis, par le Parquet, au procureur général. Celui-ci le transmettra à son tour à la Chambre des mises en accusation.

Retour de la « Touraine »

Le *La Touraine* est entré au port cet après-midi à une heure, ayant éprouvé vingt-quatre heures de retard par suite d'une violente tempête du Nord, qui est survenue du 20 au 26 mars, et qui obligea le navire à fuir vers le Sud et à ralentir sa vitesse. On ne signale aucune avarie sérieuse à bord.

Le roi de Suède acclamé

BAYONNE. — Une grande cavalcade a eu lieu aujourd'hui.

Le roi Oscar de Suède et Norvège, la reine Nathalie de Serbie, de nombreux résidents et les autorités régionales ont assisté au défilé, du balcon de la mairie.

Le roi a été acclamé à plusieurs reprises le signal des applaudissements.

La foule a acclamé le roi et la reine Nathalie quand ils se sont retirés.

La « Mousa » et la reine Hanavalo

ALGER. — Aujourd'hui une foule énorme s'était portée au Bois de Boulogne à l'occasion de la traditionnelle « mousa », sorte de gâteau espagnol fait de pâte sucrée et d'œufs durs, qui se fabrique exclusivement le lundi de Pâques. Le spectacle de cette multitude de familles installées sur l'herbe, côte à côte, ouvriers et gens du monde, ne manque pas de charme et de pittoresque.

La reine Hanavalo, dont la résidence est au Bois de Boulogne, se trouvait dans une joyeuse et demanda à jouer du coup d'œil, permission qui lui fut immédiatement accordée.

Vêtue avec une incomparable richesse, la reine portait le chapeau à plumes précieuses qu'on lui connaît, la voilette de dentelle blanche, et par-dessus la robe de soie une superbe mantille de velours noir. Elle était accompagnée de sa sœur et de son interprète, auxquels s'était joint l'inspecteur de police qui l'ordre de ne pas la quitter d'un pas. La foule s'amassa aussitôt près de la haie où la reine s'était placée et lui fit une chaleureuse ovation. Pendant une heure environ les cris nourris de : « Vive la reine Hanavalo ! » retentirent, mêlés aux applaudissements et à quelques autres cris assez surprenants en la circonstance de : « A bas les juifs ! »

La Reine paraissait ravie, et riait à gorge déployée, mais, intimidée, elle n'osa s'avancer vers la foule et se contenta de faire envoyer son intendant faire ample provision du gâteau en faveur. C'est ainsi que la reine Hanavalo, pour laquelle la population algéroise témoigne chaque jour une sympathie plus grande, distrait ses longues journées de captivité.

M. Laferrière, gouverneur général de l'Algérie, lui a tout récemment rendu visite.

Mort d'un cadé

TUNIS. — Hier est mort le cadé de Mateur, Si Hassouna Djouini, officier de la Légion d'honneur, appartenant à une des plus anciennes familles tunisiennes, de race andalouse, et en outre des plus estimées.

Ce matin sont partis pour Kairouan nos vingt instituteurs de France en excursion en Tunisie. Ils reviendront mercredi prochain, pour s'embarquer pour la France. Hier ils ont fait une visite au dey du camp, Si Mohamed, fils du Bey, qui les a reçus avec grand plaisir et leur a adressé les paroles les plus cordiales. Ils étaient présentés par le directeur de l'enseignement.

Argus.

## COURRIER DES THÉÂTRES

Ce soir : A 8 h. 1/4, à la Porte-Saint-Martin, première représentation de *Plus que Reine*, pièce en 5 actes et 7 tableaux, de M. Emile Bergerat.

Napoleon Bonaparte MM. Coquelin  
Junot, duc d'Angoulême Volny  
Talleyrand Jean Coquelin  
Jérôme Bonaparte Rozanbang  
Murat d'Avançon  
Un patriote Ossart  
Un muscadin Ramy  
Un commerçant Z. Bonnaud  
Un commerçant Adam  
Un vétérinaire Mallet  
Un muscadin G. Henry  
Un jeune homme Chabrol  
Un promeneur L. Henry  
Lucien Bonaparte Desjardins  
Roustan Graviers  
Josephas Mmes Jane Hading  
Lettitia Patrie  
Caroline Esquilar  
Avrilion Blanche Miroir  
Pierrot L. Henry  
Porsena Petit Noyevre  
Napoleon-Charles Petit Georges

Les autres rôles par MM. Maltet, Albert, A. Gérard, Bourgeois, Dannequin, Jourdan, Carpin, Billiard et par Mmes Béla, Deschamps, Marty, Denelly, Dolnel, Gray, Marguerite.

C'est vers le 15 avril qu'aura lieu, à l'Opéra-Comique, la reprise de *Joseph*, dans sa version originale, c'est-à-dire, comme on le sait, avec le texte et le parlé d'Alexandre Duval. Voici quelle sera la distribution du chef-d'œuvre de Méhul à la salle Fav



été pour Fourire, à M. Fasquel, battant Fair Boy, à M. E. Le Maire (Kearney), et Mauvezin, à M. Edmond Balen (Barlen).

Fair Boy, Nérée, Mauvezin, Ambulant et Fourire paraissent dans cet ordre. A la porte de Boulogne, Mauvezin, Ambulant et Fourire se rapprochent. Fair Boy entre premier dans la ligne droite devant Mauvezin. Fourire venait alors, pour l'emporter de trois quarts de longueur sur Fair Boy, Mauvezin, troisième à deux longueurs.

Durée de la course : 2' 22".

Pari mutuel à 10 fr. : 17 fr. Placés : Fourire, 14 fr.; Fair Boy, 23 fr. 50.

Le Prix de Lutèce, 12,000 fr., 2,200 m., a été pour Général Albert, à M. P. Aumont (W. Pratt), battant Machiavel, au baron A. de Schickler (Dodge).

Machiavel partait devant Général Albert. Ce dernier se rapprochait à l'entrée de la ligne droite et dépassait Machiavel au pavillon, pour l'emporter d'une demi-longueur facilement.

Durée de la course : 2' 30" 2/5.

Pari mutuel à 10 fr. : 24 fr.

Le Prix de la Reine-Marguerite, 20,000 fr., 2,000 m., a été pour Sylphe II, à M. I. Wysocki (A. Childs), battant Téméraire II, au baron de Rothschild (W. Pratt), et Jacasse, à M. E. de la Charme (J. Watkins).

Léna a fait le jeu devant Houlette, Bayuk Déré, Téméraire II, les autres en peloton, sauf Orquilleux dernier. Avant la ligne droite, Téméraire II se détachait et semblait l'emporter facilement, quand Sylphe II revenait dans un rush le battre d'une demi-longueur. Jacasse, troisième à deux longueurs, précédait Bayuk Déré, quatrième à quatre longueurs.

Durée de la course : 2' 49".

Pari mutuel à 10 fr. : 505 fr. Placés : Sylphe II, 95 fr. 50; Téméraire II, 19 fr.; Jacasse, 18 fr. 50.

Le Prix de Chevilly, 10,000 fr., 3,000 m., a été pour Nigier II, à M. H. Oly (Barlen), battant Royal Oak, à M. P. Aumont (A. Childs), et Bonnet Vert, au comte de Fels (Madge).

Fenouil a mené devant Gourgouran, Nigier II, Bonnet Vert et Royal Oak. Au moulin, Gourgouran se débattait. En face, Nigier II dépassait Fenouil. Dans la descente, Royal Oak dépassait Bonnet Vert, mais ne pouvait rejoindre Nigier II, qui l'emportait de trois longueurs. Bonnet Vert, troisième à quatre longueurs.

Durée de la course : 3' 34" 2/5.

Pari mutuel à 10 fr. : 87 fr. 50 Placés : Nigier II, 33 fr.; Royal Oak, 22 fr.

#### VÉLOCIPÉDIE

Les réunions données au Parc-des-Princes avant-hier et hier avaient attiré beaucoup de monde à la piste d'Auteuil.

L'excelsior coureur américain Banker a fait sa rentrée, mais il ne s'est pas montré au mieux de sa forme, se faisant battre d'une longueur par Grogna. Parmi les coureurs de demi-fond, Bourtole nous a semblé en grand progrès et son double succès d'hier lui était bien dû pour la persévérance qu'il a toujours montrée.

#### PETITES NOUVELLES

**Automobilisme.** — Les premiers flacons automobiles viennent d'être mis en service. Est-il nécessaire d'ajouter que le public a fait le meilleur accueil à cette nouveauté et que de tous côtés déjà on réclame un plus grand nombre de voitures semblables. Il n'y a, en effet, que dix véhicules électriques, mais ce nombre ne va pas tarder à être augmenté.

— Grâce au moteur horizontal Peugeot, qui vient de triompher si complètement dans le Midi, on peut dire que tous les touristes et que tous les commerçants sont assurés de trouver la voiture qui leur offre entière sécurité au double point de vue de la force et de la régularité de la marche. (Catalogue illustré franco sur demande, 83, boulevard Gouvion-Saint-Cyr.)

— Pour aller de Paris à Roubaix en moins de huit heures, il n'est pas utile de prendre le chemin de fer. Avec un motocycle muni de pneus Michelin comme celui d'Osmond, on peut faire ce trajet en 5 h. 35.

**Vélocipédie.** — La course Paris-Dreux, organisée par le Cycle-Club de Paris, a donné les résultats suivants :

Bicyclettes (vitesse). — 1 Brochard, S. V. B.; 2 Raimbault, J. P. XV.; 3 J. David, J. P.; 4 H. Marchand, G. C. P.; 5 Rigor, G. C. P.; 6 Bicyclettes (roulottes). — 1 Moynet, U. V. G.; 2 Duclos, J. P.; 3 Bernard, C. C. P.; 4 Dumont, U. C. P. Paris.

Tandems. — 1 Pinson-Pruneyre, C. C. P.; 2 Royard-Sylvain, C. C. P.; 3 Fischer-Bessière, 4 G. et L. Chollet.

— Qui veut durer, doit endurer, c'est pour cette raison que l'Académie Métropole et sa trans-

mission si parfaite se sont imposées au monde entier. Admirée et appréciée aujourd'hui par tous les vrais amateurs après avoir subi les attaques des moins justifiés, l'Académie Vallée est toujours en effet la Reine des sans-châins.

**Football.** — Le match international de rugby qui s'est disputé hier sur le terrain du Stade-Français entre une équipe française et les joueurs du London Scottish F. C. a été fort intéressant.

La victoire est restée aux Ecossais par 11 points contre 6.

#### Petites Annonces

La Ligne... 6 francs.  
Par Dix-huit lettres ou Cinquante lignes dans le délai d'un mois, la Ligne... 5 francs.

La Ligne se compose de trente-six lettres.

#### PLAISIRS PARISIENS

##### Programme des Théâtres

**OPERA-COMIQUE.** — 1 h. — Zampa; les Noces de Jeannette.

**THEATRE SARAH-BERNHARDT (2<sup>e</sup>).** CHATELET (1<sup>re</sup> 1/2). — Bouffes-Parisiens (2 h.). CLUNY (1 h. 3/4). — Même spectacle que le soir.

**FOLIES-BERGERE (2<sup>1</sup> 1/2).** ELDO-RADO (2<sup>1</sup> 1/2). — PARISIANA (2 h. 1/2). LES VIGNOLETTES (2 h. 1/4). MATHURINS (3 h.). LE CARILLON (2 h. 1/2). LA CHALETTE (2 h.). NOUVEAU CIRQUE (2 h. 1/2). CIRQUE D'HIVER (2 h. 1/2). CIRQUE MEDRANO (2 h. 1/2). — Même spectacle que le soir.

##### SOIRÉE

**OPERA.** — Relâche.

Mercredi 5 avril : Tannhäuser.

Vendredi 7 avril : Faust.

Samedi 8 avril : Tannhäuser.

Lundi 10 avril : Le Prophète.

**FRANÇAIS.** — 8 h. 1/2. — La Revanche d'Iris; Francillon.

Mercredi et vendredi : Othello.

Jeu : Francillon.

Samedi : Le Monde où l'on s'ennuie.

**OPERA-COMIQUE.** — 8 h. 0/0. — Beaucoup de bruit pour rien.

Mercredi : Lakmé; le Chalet.

Jeu et samedi : Beaucoup de bruit pour rien.

Vendredi : Carmin.

**ODEON.** — 8 h. 1/4. — Les Truands.

Même spectacle toute la semaine.

**CHATELET.** — 8 h. 0/0. — La Poudre de Perlinpinpin.

**GYMNASIE.** — 8 h. 1/2. — Le Serment d'Yvonne; Un Conseil judiciaire.

**VAUDEVILLE.** — 8 h. 1/2. — Mme de Lavalotte.

**THEATRE SARAH-BERNHARDT.** — 8 h. 1/2. — La Samaritaine.

**VARIETES.** — 8 h. — Monsieur X...; le Vieux Marcheur.

**PALAIS-ROYAL.** — 8 h. 1/4. — Caillette; Un fil à la patte.

**PORTES-SAINT-MARTIN.** — 8 h. 1/4. — Plus que Reine.

**RENAISSANCE.** — 8 h. 1/2. — Le Bouffe et le Tailleur; l'Enfant prodige.

**GAITE.** — 8 h. 1/2. — La Fille de Mme Angot.

**MEIGU.** — 8 h. 1/2. — Les Chevaliers du Brocard.

**NOUVEAUTES.** — 8 h. 1/2. — La Dame de chez Maxim.

**BOUFFES-PARISIENS.** — 8 h. 3/4. — Véronique.

**FOLIES-DRAMATIQUES (OPERA POPULAIRE).** — 8 h. 1/2. — Les Mousquetaires de la Reine.

**THEATRE-ANTOINE (EX-MENUS-PLAISIRS).** — 8 h. 1/4. — L'Assommoir d'Hannele Matern; Julien n'est pas un ingrat; le Gendarme est sans pitié.

**COMEDIE-PARISIENNE.** — 8 h. 1/2. — La Petite famille; les Miettes; l'Anglais tel qu'on le parle.

**NOUVEAU-THÉATRE.** — 8 h. 1/2. — Marthe.

**CLUNY.** — 8 h. 1/4. — Un et un font trois; A qui le Cateau; le Monsieur de chez Maxim.

**DEJAZET.** — 8 h. 1/2. — Le Budget; Nounou.

**THEATRE DE LA REPUBLIQUE.** — 8 h. 1/2. — Le Chat botté.

**BOUFFES-DU-NORD.** — 8 h. — La Mère La Victoire.

**BELLEVILLE.** — 8 h. 1/4. — Le Cardinal Marzarin.

**MONTMARTRE.** — 8 h. 0/0. — Le Tour du monde d'un Gamin de Paris.

**CIRQUE D'HIVER.** — 8 h. 1/2. — Spectacle équestre.

**JARDIN D'ACCLIMATATION.** — Jeudis et dimanches : Concert.

**CINEMA TOGRAPHIE.** fondé par MM. Lumière, 6, rue de Valenciennes, 14, boulevard des Capucines (Salon indien).

**Spectacles, Plaisirs du Jour**

**FOLIES-BERGERE** Téléphone 102-59 — 8 h. 1/2 — La LOIS FULLER. — OTERO.

**LA PRINCESSE AU SABBAT.** ballet. JANE THYLDA. Jeudis, dim. et fêtes.

**FOLIES-BERGERE** matinales à 2 h 1/2

**NOUVEAU CIRQUE** Téléphone 241-84 — 8 h 1/2. — M. CASCADE — merveilleux et les ELEPHANTS — plongeurs — THERESA RENZ

**CASINO DE PARIS** — LE BOOMERANG — WATSON, son coq et son âne — BILLY, le Chien de Miss CHESTER — Mlle LARIVE — LA MONTAGNE D'ALMANT, ballet — Angèle HÉRAUD, Renée GAUTIER

**OLYMPIA** Tous les soirs spectacle varié. — LA TORTAJADA, la célèbre troupe arabe — HADJI-AMPAH, Les 7 Pêcheurs capotés — Thalys, Suzanne Derva, L. Willy. — OLYMPIA — Dimanches et fêtes matinales.

**PALAIS PATINAGE SUR VRAIE GLACE** — Tous les soirs — Le matin, de 9 heures à midi — L'après-midi, de 2 h 1/2 à 7 heures — Le soir, de 9 heures à minuit.

**ELDO-RADO** Clovis, Delmarre, Margite Favart, Minuit et demi, M. Bandon, M. Samuel, La Manille, MM. Prika, Labruny, etc.

**SCALA** P. DARTY, FRACSON, POLAIRE — Franches lippes : Baldy, Dearly, etc. — Le Vieux marcheur de la Scala : Bertholy, Puget.

**LA BODINIERE** — Tous les soirs — Matinales-Conferences. — 3 heures et à 4 h. 1/2. — Le Soir, Spectacle.

**PARISIENNA** PAULUS, Anna Thibaud, Villé-Ducloux, Dureau, Girard, Vilbert — Téléphone 156-70. La Déesse de la Mer, M. Girier

**TRÉTEAU** 58, rue Pigalle, Tél. 136-42. Les soirs, 9 h 1/2 : Fanny, Elva Mor, Et Allez

**TABARIN** — 10, rue de la Gaieté, M. Auber — 58, rue Pigalle, Tél. 136-42. Les soirs, 9 h 1/2 : Fanny, Elva Mor, Et Allez

**LES MATHURINS** 33, r. Mathurins — 9 h 1/2. — Les 7 Pêcheurs capotés

**LES CAPUCINES** 94, r. de Valenciennes — 8 h 1/2. — ODETTE DULAC

**LES VIGNOLETTES** 49, B. Capucines, Tél. 156-40 — Le Cambricoleur

**LES VIGNOLETTES** 49, B. Capucines, Tél. 156-40 — Le Cambricoleur

**CIRQUE MEDRANO** 206, r. de la Chapelle — 8 h. 1/2. — Attractions, nouveautés, Matin, Dim., Jeud., Fêtes, à 2 h 1/2

**MOULIN-ROUGE** — Tous les soirs, à 8 h 1/2. — Spectacle-Concert-Bal — Tous les dimanches, grande Fête de Nuit.

**GRAND GUIGNOL** rue Chapal (Tél. 223-34) — 9 h. — La Bercheuronne; le Million; Amants et Prince

**CIGALE** 407, 60. — Tous les soirs, 8 h. 1/2. — Vénus; pièce-féerie en 2 act. et 9 tableaux.

**CARILLON** 43, r. Tr. d'Anvers — 9 h 1/2. — Paul Delmet

**CAITÉ-ROCHECHOUART** — Tél. 406-23. — Spectacle-Concert — 9 h. — La Colle; revue en 2 act. et 9 tableaux de M. Mougel. — M. Lise Berty; M. Maréchal.

**GRANDS MAGASINS DUFAYEL** — De 2 h à 5 h. — Attractions variées

**LA VIE POLE NORD** Le Mer Glaciale et ses Attractions — 18, r. de Cléry, Entrée 1<sup>re</sup>; blancs, etc. de 2 h à minuit.

**GRANDE ROUE** 41, av. de Suffren, 74. — De 1<sup>re</sup> à 11 h. — Entrée : 0.50. Ascenseur : 1 fr. — Concert, Théâtre, Attractions.

**TOUR EIFFEL** Ouverte de 10 heures du matin à la nuit. — 1<sup>er</sup> étage : Brasserie — BARS à tous les étages.

**BYR** JUMELLES, place des Jumeaux, face à main. — Maison recommandée pour ses verres en cristal de roche. 60, Chaussée d'Antin (r. Trinité).

#### AVIS MONDAINS

Correspondance personnelle

Pour simplifier l'envoi des insertions de CORRESPONDANCE PERSONNELLE, nous délivrons des Bons de 6 FRANCS. Chaque Bon représente une ligne.

Ravi nouvel, merci. Conjur. te sois. Amit. X. Z. 26.

#### SPORTS

Chevaux et Voitures

Les plus BEAUX EQUIPAGES pour le haut commerce. Voitures attelées, Voitures Américaines, Récl. H. Hostein, 47, 49, 51, r. de la Chapelle.

500 VOITURES, HARNAIS, etc. Griffaut, 8, r. Daru.

LUSIEURS TRÈS BEAUX MYLODS d'occasion. Alfred BELVALETTE et C<sup>ie</sup>, 21, Ch.-Elysées.

**OFFICIERS MINISTÉRIELS**

**AVIS**

A ces Annonces est appliqué un Tarif dégressif, dont les prix diminuent en raison de l'importance des ordres.

**ADJUDICATIONS**

Paris

2 MAISONS, 2<sup>e</sup> de Cléry : 1<sup>re</sup> N<sup>o</sup> 54. Cont. 273<sup>m</sup>. 2<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 46. Cont. 243<sup>m</sup>. Rev. br. 8,200 fr. M. à p. 60,000 fr. Cré. Fonc. A Adj<sup>s</sup> 1<sup>er</sup> ench., ch. not., le 18 avril 1899. S'adr. à M<sup>re</sup> PARIHARD, notaire, 44, rue Rougemont.

TERRAIN, angle rue La Roquette, 154, et des Ter. Boulets, 1<sup>er</sup> N<sup>o</sup> 472. Cont. 473<sup>m</sup>. 2<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 473. Cont. 473<sup>m</sup>. 3<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 474. Cont. 473<sup>m</sup>. 4<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 475. Cont. 473<sup>m</sup>. 5<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 476. Cont. 473<sup>m</sup>. 6<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 477. Cont. 473<sup>m</sup>. 7<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 478. Cont. 473<sup>m</sup>. 8<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 479. Cont. 473<sup>m</sup>. 9<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 480. Cont. 473<sup>m</sup>. 10<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 481. Cont. 473<sup>m</sup>. 11<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 482. Cont. 473<sup>m</sup>. 12<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 483. Cont. 473<sup>m</sup>. 13<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 484. Cont. 473<sup>m</sup>. 14<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 485. Cont. 473<sup>m</sup>. 15<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 486. Cont. 473<sup>m</sup>. 16<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 487. Cont. 473<sup>m</sup>. 17<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 488. Cont. 473<sup>m</sup>. 18<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 489. Cont. 473<sup>m</sup>. 19<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 490. Cont. 473<sup>m</sup>. 20<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 491. Cont. 473<sup>m</sup>. 21<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 492. Cont. 473<sup>m</sup>. 22<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 493. Cont. 473<sup>m</sup>. 23<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 494. Cont. 473<sup>m</sup>. 24<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 495. Cont. 473<sup>m</sup>. 25<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 496. Cont. 473<sup>m</sup>. 26<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 497. Cont. 473<sup>m</sup>. 27<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 498. Cont. 473<sup>m</sup>. 28<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 499. Cont. 473<sup>m</sup>. 29<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 500. Cont. 473<sup>m</sup>. 30<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 501. Cont. 473<sup>m</sup>. 31<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 502. Cont. 473<sup>m</sup>. 32<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 503. Cont. 473<sup>m</sup>. 33<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 504. Cont. 473<sup>m</sup>. 34<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 505. Cont. 473<sup>m</sup>. 35<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 506. Cont. 473<sup>m</sup>. 36<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 507. Cont. 473<sup>m</sup>. 37<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 508. Cont. 473<sup>m</sup>. 38<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 509. Cont. 473<sup>m</sup>. 39<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 510. Cont. 473<sup>m</sup>. 40<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 511. Cont. 473<sup>m</sup>. 41<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 512. Cont. 473<sup>m</sup>. 42<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 513. Cont. 473<sup>m</sup>. 43<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 514. Cont. 473<sup>m</sup>. 44<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 515. Cont. 473<sup>m</sup>. 45<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 516. Cont. 473<sup>m</sup>. 46<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 517. Cont. 473<sup>m</sup>. 47<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 518. Cont. 473<sup>m</sup>. 48<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 519. Cont. 473<sup>m</sup>. 49<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 520. Cont. 473<sup>m</sup>. 50<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 521. Cont. 473<sup>m</sup>. 51<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 522. Cont. 473<sup>m</sup>. 52<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 523. Cont. 473<sup>m</sup>. 53<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 524. Cont. 473<sup>m</sup>. 54<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 525. Cont. 473<sup>m</sup>. 55<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 526. Cont. 473<sup>m</sup>. 56<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 527. Cont. 473<sup>m</sup>. 57<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 528. Cont. 473<sup>m</sup>. 58<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 529. Cont. 473<sup>m</sup>. 59<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 530. Cont. 473<sup>m</sup>. 60<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 531. Cont. 473<sup>m</sup>. 61<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 532. Cont. 473<sup>m</sup>. 62<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 533. Cont. 473<sup>m</sup>. 63<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 534. Cont. 473<sup>m</sup>. 64<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 535. Cont. 473<sup>m</sup>. 65<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 536. Cont. 473<sup>m</sup>. 66<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 537. Cont. 473<sup>m</sup>. 67<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 538. Cont. 473<sup>m</sup>. 68<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 539. Cont. 473<sup>m</sup>. 69<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 540. Cont. 473<sup>m</sup>. 70<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 541. Cont. 473<sup>m</sup>. 71<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 542. Cont. 473<sup>m</sup>. 72<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 543. Cont. 473<sup>m</sup>. 73<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 544. Cont. 473<sup>m</sup>. 74<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 545. Cont. 473<sup>m</sup>. 75<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 546. Cont. 473<sup>m</sup>. 76<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 547. Cont. 473<sup>m</sup>. 77<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 548. Cont. 473<sup>m</sup>. 78<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 549. Cont. 473<sup>m</sup>. 79<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 550. Cont. 473<sup>m</sup>. 80<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 551. Cont. 473<sup>m</sup>. 81<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 552. Cont. 473<sup>m</sup>. 82<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 553. Cont. 473<sup>m</sup>. 83<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 554. Cont. 473<sup>m</sup>. 84<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 555. Cont. 473<sup>m</sup>. 85<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 556. Cont. 473<sup>m</sup>. 86<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 557. Cont. 473<sup>m</sup>. 87<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 558. Cont. 473<sup>m</sup>. 88<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 559. Cont. 473<sup>m</sup>. 89<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 560. Cont. 473<sup>m</sup>. 90<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 561. Cont. 473<sup>m</sup>. 91<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 562. Cont. 473<sup>m</sup>. 92<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 563. Cont. 473<sup>m</sup>. 93<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 564. Cont. 473<sup>m</sup>. 94<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 565. Cont. 473<sup>m</sup>. 95<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 566. Cont. 473<sup>m</sup>. 96<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 567. Cont. 473<sup>m</sup>. 97<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 568. Cont. 473<sup>m</sup>. 98<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 569. Cont. 473<sup>m</sup>. 99<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 570. Cont. 473<sup>m</sup>. 100<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 571. Cont. 473<sup>m</sup>. 101<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 572. Cont. 473<sup>m</sup>. 102<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 573. Cont. 473<sup>m</sup>. 103<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 574. Cont. 473<sup>m</sup>. 104<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 575. Cont. 473<sup>m</sup>. 105<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 576. Cont. 473<sup>m</sup>. 106<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 577. Cont. 473<sup>m</sup>. 107<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 578. Cont. 473<sup>m</sup>. 108<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 579. Cont. 473<sup>m</sup>. 109<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 580. Cont. 473<sup>m</sup>. 110<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 581. Cont. 473<sup>m</sup>. 111<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 582. Cont. 473<sup>m</sup>. 112<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 583. Cont. 473<sup>m</sup>. 113<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 584. Cont. 473<sup>m</sup>. 114<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 585. Cont. 473<sup>m</sup>. 115<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 586. Cont. 473<sup>m</sup>. 116<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 587. Cont. 473<sup>m</sup>. 117<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 588. Cont. 473<sup>m</sup>. 118<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 589. Cont. 473<sup>m</sup>. 119<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 590. Cont. 473<sup>m</sup>. 120<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 591. Cont. 473<sup>m</sup>. 121<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 592. Cont. 473<sup>m</sup>. 122<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 593. Cont. 473<sup>m</sup>. 123<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 594. Cont. 473<sup>m</sup>. 124<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 595. Cont. 473<sup>m</sup>. 125<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 596. Cont. 473<sup>m</sup>. 126<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 597. Cont. 473<sup>m</sup>. 127<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 598. Cont. 473<sup>m</sup>. 128<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 599. Cont. 473<sup>m</sup>. 129<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 600. Cont. 473<sup>m</sup>. 130<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 601. Cont. 473<sup>m</sup>. 131<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 602. Cont. 473<sup>m</sup>. 132<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 603. Cont. 473<sup>m</sup>. 133<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 604. Cont. 473<sup>m</sup>. 134<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 605. Cont. 473<sup>m</sup>. 135<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 606. Cont. 473<sup>m</sup>. 136<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 607. Cont. 473<sup>m</sup>. 137<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 608. Cont. 473<sup>m</sup>. 138<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 609. Cont. 473<sup>m</sup>. 139<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 610. Cont. 473<sup>m</sup>. 140<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 611. Cont. 473<sup>m</sup>. 141<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 612. Cont. 473<sup>m</sup>. 142<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 613. Cont. 473<sup>m</sup>. 143<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 614. Cont. 473<sup>m</sup>. 144<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 615. Cont. 473<sup>m</sup>. 145<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 616. Cont. 473<sup>m</sup>. 146<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 617. Cont. 473<sup>m</sup>. 147<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 618. Cont. 473<sup>m</sup>. 148<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 619. Cont. 473<sup>m</sup>. 149<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 620. Cont. 473<sup>m</sup>. 150<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 621. Cont. 473<sup>m</sup>. 151<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 622. Cont. 473<sup>m</sup>. 152<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 623. Cont. 473<sup>m</sup>. 153<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 624. Cont. 473<sup>m</sup>. 154<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 625. Cont. 473<sup>m</sup>. 155<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 626. Cont. 473<sup>m</sup>. 156<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 627. Cont. 473<sup>m</sup>. 157<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 628. Cont. 473<sup>m</sup>. 158<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 629. Cont. 473<sup>m</sup>. 159<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 630. Cont. 473<sup>m</sup>. 160<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 631. Cont. 473<sup>m</sup>. 161<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 632. Cont. 473<sup>m</sup>. 162<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 633. Cont. 473<sup>m</sup>. 163<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 634. Cont. 473<sup>m</sup>. 164<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 635. Cont. 473<sup>m</sup>. 165<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 636. Cont. 473<sup>m</sup>. 166<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 637. Cont. 473<sup>m</sup>. 167<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 638. Cont. 473<sup>m</sup>. 168<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 639. Cont. 473<sup>m</sup>. 169<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 640. Cont. 473<sup>m</sup>. 170<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 641. Cont. 473<sup>m</sup>. 171<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 642. Cont. 473<sup>m</sup>. 172<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 643. Cont. 473<sup>m</sup>. 173<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 644. Cont. 473<sup>m</sup>. 174<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 645. Cont. 473<sup>m</sup>. 175<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 646. Cont. 473<sup>m</sup>. 176<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 647. Cont. 473<sup>m</sup>. 177<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 648. Cont. 473<sup>m</sup>. 178<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 649. Cont. 473<sup>m</sup>. 179<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 650. Cont. 473<sup>m</sup>. 180<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 651. Cont. 473<sup>m</sup>. 181<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 652. Cont. 473<sup>m</sup>. 182<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 653. Cont. 473<sup>m</sup>. 183<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 654. Cont. 473<sup>m</sup>. 184<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 655. Cont. 473<sup>m</sup>. 185<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 656. Cont. 473<sup>m</sup>. 186<sup>e</sup> N<sup>o</sup> 657. Cont. 473<sup>m</sup>. 187<sup>e</sup> N<sup>o</sup>